JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

Togo, France & Communauté . . .	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.300 fr.	800 fr.
Avion :	3.300 fr.	1.700 fr.
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire :	1.600 fr.	900 fr.
Avion :	3.750 fr.	2.300 fr.

Prix du numéro	Au comptant, à l'imprimerie :	75 fr.
	Par porteur ou par la poste :	
	Togo-France & Communauté :	90 fr.
	Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle M. C. LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 f
Minimum	250 f
Chaque annonce répétée :	moitié prix ; minimum 25 f

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS

1960		
20 juin	— Loi n° 60-19 tendant à autoriser le Premier Ministre de la République togolaise à conclure une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique	434
20 juin	— Loi n° 60-20 tendant à modifier le régime d'établissement du budget de la caisse de compensation des prestations familiales et celui de la répartition du produit des centimes additionnels aux taxes sur les transactions institués par délibération n° 1/ATT. du 13 avril 1956.	435
20 juin	— Loi n° 60-21 portant réorganisation comptable des services techniques du Togo	435
20 juin	— Loi n° 60-22 portant création d'une caisse d'épargne du Togo	435

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTE DU CONSEIL

1960	
15 juin	— Décret n° 60-58 fixant les taxes applicables aux objets de correspondance de toutes catégories, aux articles d'argent, aux chèques pos-

	taux et aux colis postaux dans le régime intérieur du Togo	438
18 juin	— Décret n° 60-59 portant création et organisation de la sûreté nationale togolaise	442
18 juin	— Décret n° 60-60 portant approbation du contrat de bail de la zone B de l'Est-Mono	445

PREMIER MINISTÈRE

1960		
21 juin	— Arrêté n° 111/PM/MFAE, fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides, récolte 1959-1960	447
24 juin	— Arrêté n° 116/PM, chargeant le ministre de la santé publique de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre de l'Agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts	447
29 juin	— Arrêté n° 117/PM, chargeant le ministre de la justice et ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique de l'expédition des affaires courantes pendant l'absence du ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications	447
	Arrêtés et décisions portant nominations et affectations, régularisation de situation administrative, désignation d'un défenseur dans une instance contentieuse, désignation et destitution de chefs de canton et autorisation d'ouverture d'un dépôt de médicaments	447

MINISTÈRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

1960

20 juin — Arrêté n° 117/MFAE/CD. portant imputation au budget de la commune de Lomé des émissions de la taxe de circonscription Lomé-commune, des exercices 1959 et 1960; faites sur le budget de circonscription. 448

Arrêtés et décisions portant engagement, imputation de salaires, licenciement, attribution définitive de titre foncier, concession de pensions, modificatif à un précédent arrêté portant concession de pension de veuve et d'orphelins et approbation de rôles 449

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Arrêté et décisions portant constatation de prise de fonctions d'un magistrat, engagement et nomination 458

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Arrêtés et décisions portant intégrations et affectations; engagement, rappel à l'activité et licenciement 458

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

1960

22 juin — Arrêté n° 57-/INT/GT. portant répartition des effectifs des gradés et gardes du corps de la garde togolaise. 461

Arrêtés et décisions portant affectation, engagement et licenciement de secrétaires de chefs de canton, interdiction de séjour et approbation de rôles 461

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Décisions portant affectations, sanctions disciplinaires, rétrogradation en échelle et licenciement 463

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

1960

20 juin — Décision n° 72/D/MA. autorisant des cessions payantes par le régisseur du service de l'élevage 464

Décisions portant affectations et mutations 464

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Décisions portant affectation et autorisation d'enseigner . 464
Liste des candidats admis au concours d'entrée en 6° des établissements secondaires. 464

TEXTES PUBLIÉS POUR INFORMATION

Décision portant annulation d'examen 477

DIVERS

Arrêtés portant franchissements d'échelons, promotion, radiation et réintégration 477

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

Conservation de la propriété foncière (Avis de bornage). 478
Vente sur saisie immobilière 481
Entreprise Togolaise de constructions techniques et économiques (E.N.T.O.C.O.) 482
Scotch-Bar 482
La Société de Long Corporation 482
Avis de perte 482
Adjonction de nom 482

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS

LOI N° 60-19 du 20 juin 1960 tendant à autoriser le Premier Ministre de la République togolaise à conclure une convention de prêt avec la caisse centrale de coopération économique.

La Chambre des Députés a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont le teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Premier Ministre de la République du Togo est autorisé à conclure avec la caisse centrale de coopération économique une convention ayant pour objet de consentir à la République du Togo un prêt remboursable d'un montant de dix millions de francs.

ART. 2. — Les fonds provenant de ce prêt seront exclusivement affectés aux travaux d'extension du réseau de distribution d'eau potable de Lomé.

ART. 3. — La convention à passer avec la caisse centrale de coopération économique précisera les conditions dans lesquelles les sommes prêtées par cet organisme lui seront remboursées. Les délais de ce remboursement ne pourront excéder quinze ans.

ART. 4. — Les annuités correspondant à l'amortissement de ce prêt et au paiement des intérêts seront inscrites au budget général du Togo.

ART. 5. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 juin 1960.

S. E. OLYMPIO.

LOI N° 60-20 du 20 juin 1960 tendant à modifier le régime d'établissement du budget de la caisse de compensation des prestations familiales et celui de la répartition du produit des centimes additionnels aux taxes sur les transactions institués par délibération n° 1/ATT du 13 avril 1956.

La Chambre des Députés a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le budget de la caisse de compensation des prestations familiales du Togo est chaque année préparé par le directeur de cet établissement, délibéré par son conseil d'administration et arrêté par décret pris en conseil des ministres.

ART. 2. — Il sera procédé chaque année par décret en conseil des ministres à la répartition du produit des centimes additionnels à la taxe sur les transactions et à la taxe forfaitaire représentative de la taxe sur les transactions à l'importation, institués par délibération n° 1 de l'assemblée territoriale du Togo en date du 13 avril 1956 et à percevoir au titre de l'année en cause.

ART. 3. — Ce produit pourra être, en totalité ou en partie :

soit effectivement versé à la caisse de compensation des prestations familiales du Togo, dans la mesure où l'exigeront sa situation de trésorerie ainsi que l'exécution des dépenses mises à sa charge par la loi ou régulièrement inscrites à son budget approuvé dans les formes indiquées à l'article premier. Ce versement sera effectué sur décision du Ministre des finances;

soit laissé au compte hors-budget « Fonds de soutien à la caisse de compensation des prestations familiales » ouvert par la loi n° 56-7 du 28 décembre 1956;

soit enfin pris en recettes par le budget général du Togo au titre des produits divers et accidentels.

ART. 4. — Il pourra être procédé, dans les mêmes formes, à la même répartition de tout ou partie du solde créditeur du « Fonds de soutien à la caisse de compensation des prestations familiales » au 31 décembre de l'année ayant précédé l'année en cause.

ART. 5. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 juin 1960.

S. E. OLYMPIO.

LOI N° 60-21 du 20 juin 1960 portant réorganisation comptable des services techniques du Togo.

La Chambre des Députés a délibéré et adopté,

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés les dispositions de la loi n° 59-3 du 6 janvier 1959 portant réorganisation comptable des services techniques du Togo, ainsi que les articles 4 et 5 de la loi n° 59-63 du 6 novembre 1959 portant autorisation de financement de base de la régie des eaux de Lomé pour l'année 1960.

ART. 2. — L'organisation comptable des services techniques du Togo sera assurée par voie de décrets pris en conseil des ministres.

ART. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 juin 1960.

S. E. OLYMPIO.

LOI N° 60-22 du 20 juin 1960 portant création d'une caisse d'épargne du Togo.

La Chambre des Députés a délibéré et adopté;

Le Premier Ministre promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I

Constitution de la caisse d'épargne

ARTICLE PREMIER. — Il est institué à Lomé, sous le titre de caisse d'épargne du Togo, une caisse d'épargne et de prévoyance publique destinée à recevoir et faire fructifier les sommes qui lui sont confiées. La caisse d'épargne du Togo est un établissement public national, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, qui fonctionne pour la totalité de ses opérations sous la garantie de l'Etat. Cet établissement est placé sous l'autorité du Ministre chargé des postes et télécommunications.

ART. 2. — Dans la limite de sa compétence géographique, qui s'étend à tout le territoire du Togo, la caisse d'épargne du Togo se substitue à la caisse d'épargne de l'Afrique occidentale française et du Togo, aux droits et obligations de laquelle elle est subrogée pour le Togo.

ART. 3. — Tous les bureaux de poste désignés par le Ministre chargé des postes et télécommunications sont appelés à participer, en qualité de correspondants de la caisse d'épargne, à l'encaissement des sommes versées par les déposants et au remboursement en capital et intérêts des sommes déposées.

ART. 4. — Les recettes normales de la caisse d'épargne se composent :

- 1) — des bonifications accordées à l'établissement sur les dépôts;
- 2) — des recettes provenant du paiement des livrets ouverts ou des retenues opérées sur les livrets soldés;
- 3) — des intérêts et primes provenant de son fonds de réserve;
- 4) — des dons et legs et éventuellement, des subventions qui pourraient lui être attribués.

ART. 5. — Elle aura à sa charge, entre autres frais, ceux du personnel spécialement engagé pour les besoins de son fonctionnement ainsi que ceux relatifs à l'achat et à l'entretien du matériel.

ART. 6. — L'excédent normal des recettes sur les dépenses sera employé à la formation d'un fonds de réserve et de garantie qui se compose :

1) — de sa dotation existante et des dons et legs qui pourraient lui être attribués;

2) — de l'économie réalisée sur le prélèvement pour frais d'administration;

3) — des intérêts et primes d'amortissement provenant de ce fonds lui-même.

Toutes les pertes résultant de la gestion de la caisse d'épargne doivent être imputées sur ce fonds de réserve qui constitue sa fortune personnelle.

ART. 7. — Cette fortune personnelle peut être placée :

— soit en valeurs publiques d'Etat — ou jouissant de la garantie de l'Etat — ou des collectivités locales;

— soit en acquisition ou construction d'immeubles qui seraient loués à l'Etat pour l'installation de ses services.

— Elle peut être également et exceptionnellement confiée à tel établissement financier ou organisme spécialisé international, ou étranger qui sera chargé de la faire fructifier aux termes d'une convention à passer entre cet organisme et le Premier Ministre de la République du Togo. Cette convention devra comporter la possibilité de dénonciation par la caisse d'épargne moyennant un préavis qui ne pourra excéder six mois.

TITRE II

Direction et organisation de la caisse

ART. 8. — La direction de la caisse d'épargne du Togo est confiée au directeur des postes et télécommunications qui prend toutes les dispositions nécessaires pour le fonctionnement régulier de la caisse, assure l'exécution des lois, statuts, règlements, agit au nom de la caisse, surveille les opérations de recettes et dépenses, signe les pièces justificatives, vérifie les écritures, arrête les comptes. Il a sous ses ordres, un agent comptable et un contrôleur.

L'agent comptable de la caisse d'épargne du Togo est nommé par arrêté conjoint du Ministre des finances et du Ministre chargé des postes et télécommunications.

TITRE III

Vérification et responsabilité de l'agent comptable

ART. 9. — L'agent comptable est chargé de la gestion des fonds de la caisse d'épargne; il est pécuniairement responsable de cette gestion et doit constituer un cautionnement dont le montant est fixé par le Ministre des finances.

Les écritures de l'agent comptable sont arrêtées au dernier jour de chaque mois.

L'agent comptable de la caisse d'épargne du Togo fournit un compte de gestion annuel de ses opérations qui est soumis au juge des comptes de la République du Togo. En dehors du contrôle permanent exercé par le directeur, la gestion de l'agent comptable est soumise aux vérifications périodiques ou inopinées du comptable supérieur du trésor du Togo et du corps de contrôle placé auprès du Premier Ministre.

TITRE IV

Livrets, versements et remboursements

ART. 10. — Il est délivré gratuitement à chaque déposant, un livret à son nom, sur lequel sont enregistrés tous les versements et remboursements.

Les livrets de la caisse d'épargne du Togo sont nominatifs et la cession d'un livret à un tiers peut être faite soit par acte authentique, soit par acte sous seing privé dûment enregistré et signifié à la caisse.

Toute somme versée à la caisse d'épargne est, au regard de la caisse, la propriété du titulaire du livret.

ART. 11. — Les mineurs de 16 ans sont admis, sur l'intervention de leur représentant légal, à se faire ouvrir des livrets de caisse d'épargne ainsi qu'à y opérer des retraits.

Les femmes mariées, quel que soit leur régime matrimonial, sont admises à se faire ouvrir des livrets sans l'assistance de leur mari; elles peuvent retirer, sans cette assistance, les sommes inscrites aux livrets ainsi ouverts.

ART. 12. — Nul ne peut être en même temps titulaire de deux ou plusieurs livrets de la caisse d'épargne du Togo, sous peine de perdre l'intérêt de la totalité des sommes déposées.

Toutefois, cette retenue des intérêts ne peut remonter à plus de trois ans à compter du jour de la constatation de la contravention.

ART. 13. — Les versements seront constatés par l'apposition, sur le livret et en présence du déposant, d'un timbre — épargne représentant exactement la somme versée.

Pour former titre envers la caisse d'épargne, les timbres — épargne devront être frappés du timbre à date du bureau de poste et revêtus de la signature du receveur.

ART. 14. — Un intérêt dont le taux est fixé par décret du Premier Ministre pris en conseil des ministres, sur rapport du Ministre chargé des postes et télécommunications et du Ministre des finances, est servi aux déposants par la caisse d'épargne. Cet intérêt part du 1^{er} ou du 16 de chaque mois qui suit le jour du versement. Il cesse de courir du 1^{er} ou 16 qui a précédé le jour du remboursement.

Au 31 décembre de chaque année, l'intérêt acquis s'ajoute au capital et devient lui-même productif d'intérêts.

ART. 15. — Aucun versement ne peut être inférieur à 100 francs. Le compte ouvert à chaque déposant ne peut excéder un maximum fixé provisoirement à 500.000 francs, versés en une ou plusieurs fois. Ce montant de 500.000 francs pourra être éventuellement modifié par arrêté conjoint du Ministre des finances et du Ministre des postes et télécommunications. Ce maximum est porté à 2.500.000 francs pour les sociétés de secours mutuels, de bienfaisance et de coopération, ainsi que pour les livrets appartenant à des sociétés spécialement autorisées par le Premier Ministre sur le rapport du Ministre des finances.

Ce montant de 2.500.000 francs pourra être éventuellement modifié par arrêté conjoint du Ministre des finances et du Ministre des postes et télécommunications.

ART. 16. — Tout déposant muni d'un livret de la caisse d'épargne peut opérer ses versements et ses retraits dans tous les bureaux de poste du Togo ouverts à ce service.

Dans le cas de force majeure, des décrets, le conseil des ministres entendu, pourront autoriser la caisse d'épargne du Togo à n'opérer le versement que par acomptes.

TITRE V

Prescription trentenaire et décharge

ART. 17. — Le montant d'un livret n'ayant donné lieu, depuis trente ans, à aucun versement, à aucun remboursement, ni à aucune autre opération faite sur la demande du déposant, cesse d'être productif d'intérêt et doit être remboursé à l'ayant-droit. Si l'ayant-droit ne peut être connu ou si pour une cause quelconque, le remboursement ne peut être opéré, la somme inscrite à son crédit sera prescrite et attribuée au fonds de réserve de la caisse d'épargne.

Pour les placements faits sous la condition que le titulaire n'en pourra disposer qu'à une époque déterminée, le délai de trente ans ne court qu'à partir de cette époque.

Dans tous les cas, les noms des déposants sont publiés au *Journal officiel* six mois avant l'expiration du délai de trente ans fixé ci-dessus.

Sont exemptés de cette publication, les comptes dont le montant en capital et intérêts est inférieur à 500 francs.

ART. 18. — La caisse d'épargne du Togo est autorisée à se décharger, par voie de destruction, de toutes quittances et pièces afférentes à tous livrets qui ont plus de trente ans de date.

TITRE VI

Rapports avec l'établissement de gestion financière

ART. 19. — Lorsque après établissement de la balance mensuelle, le montant des versements excède celui des remboursements, la différence est versée par l'agent comptable de la caisse d'épargne, sur l'ordre du directeur, à un établissement financier choisi par décret pris en conseil des ministres.

Cet établissement pourra être en particulier, celui visé à l'article 7.

Les fonds ainsi placés porteront intérêts et au 31 décembre de chaque année, ces intérêts seront répartis dans les écritures de la caisse d'épargne entre les comptes particuliers des déposants, suivant modalités précisées à l'article 14, et le compte affecté aux frais d'administration de la caisse.

ART. 20. — Quand, au contraire, la balance mensuelle fait ressortir un excédent de dépenses, le directeur adresse à l'établissement financier visé à l'article 18, un avis de retrait de fonds signé par lui et visé par le contrôleur.

TITRE VII

Saisies — Arrêts et oppositions

ART. 21. — Les formalités prescrites par la législation et la réglementation en vigueur concernant les saisies-arrêts seront applicables aux fonds déposés à la caisse d'épargne du Togo.

ART. 22. — Les saisies-arrêts et oppositions de toute nature formées auprès de la caisse d'épargne du Togo n'auront d'effet que pendant cinq années à compter de leur date, et si elles n'avaient été renouvelées dans l'intervalle, elles seraient rayées d'office à l'expiration de ce délai.

TITRE VIII

Règlement intérieur et modifications

Dissolution de la caisse

ART. 23. — En cas de dissolution de la caisse pour une cause quelconque, les sommes qui resteraient libres, après acquittement de toutes dettes et charges de l'établissement, demeureront destinées à la prolongation et au renouvellement de l'établissement ou feront retour à l'Etat.

ART. 24. — Le règlement intérieur de la caisse au point de vue administratif et comptable fera l'objet d'un décret du Premier Ministre pris en conseil des ministres sur rapport du Ministre chargé des postes et télécommunications et du Ministre des finances.

TITRE IX

Administration

ART. 25. — La caisse d'épargne du Togo est placée sous la surveillance d'un conseil d'administration dont la composition est fixée comme suit :

le Ministre chargé des postes et télécommunications ou son représentant	} <i>Président</i>
un représentant de la chambre des députés	
le Ministre des finances et des affaires économiques ou son représentant	} <i>Membres</i>
le trésorier payeur ou son représentant	
un magistrat délégué par le chef du service judiciaire	
le directeur de la caisse d'épargne	
le directeur local de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest	
un représentant de la chambre de commerce	
deux épargnants désignés par les soins du Ministre chargé des postes et télécommunications.	

Les fonctions de membres du conseil d'administration de la caisse d'épargne sont gratuites et ne peuvent donner lieu à aucune indemnité.

L'agent comptable de la caisse d'épargne qui participe avec voix consultative aux séances du conseil

d'administration, remplit par ailleurs les fonctions de secrétaire de ce conseil.

ART. 26. — Le rôle et les attributions du conseil d'administration de la caisse d'épargne du Togo sont définis ci-après :

1) — le conseil d'administration approuve par délibération :

a) — le compte rendu annuel des opérations de la caisse d'épargne;

b) — le projet du budget des recettes et des dépenses de l'établissement;

c) — le compte définitif des recettes et des dépenses de l'exercice précédent.

Ces trois documents sont préparés et soumis au conseil d'administration par le directeur des postes et télécommunications, directeur de la caisse d'épargne.

2) — Le conseil délibère :

a) — sur toutes les questions pouvant intéresser la fortune personnelle de la caisse d'épargne, notamment sur son emploi (achat de valeurs d'Etat ou jouissant de la garantie de l'Etat, d'obligations foncières communales du crédit foncier, d'immeubles ou de valeurs locales, etc...).

b) — sur le refus ou l'acceptation des dons, legs et subventions;

c) — sur toutes les propositions qui lui sont soumises par le directeur de la caisse d'épargne ou un membre du conseil, dans l'intérêt de l'institution et de son développement.

ART. 27. — Le conseil d'administration de la caisse d'épargne se réunit chaque année en session ordinaire dans le courant du mois de décembre à la date fixée par le président.

Le président peut également convoquer le conseil d'administration en session extraordinaire à n'importe quel moment de l'année.

Le conseil peut valablement délibérer dès que sont réunis les deux tiers de ses membres. Les délibérations sont prises à la majorité absolue. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante.

ART. 28. — Les délibérations du conseil d'administration concernant les points prévus au paragraphe 1^{er} de l'article 26 ne sont rendues exécutoires qu'après approbation par le Premier Ministre en conseil des ministres.

ART. 29. — Le budget autonome de la caisse d'épargne est préparé par le directeur des postes et télécommunications, directeur de la caisse d'épargne, approuvé par délibération du conseil d'administration de la caisse d'épargne et, après avis du Ministre des finances, arrêté par le Premier Ministre en conseil des ministres.

Le compte administratif est préparé, délibéré, approuvé et arrêté dans les mêmes conditions.

ART. 30. — Des décrets pris en conseil des ministres fixeront en tant que de besoin, les modalités d'application de la présente loi qui sera exécutée comme loi de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 20 juin 1960.

S. E. OLYMPIO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENCE DU CONSEIL

DECRET N^o 60-58 du 15 juin 1960 fixant les taxes applicables aux objets de correspondance de toutes catégories, aux articles d'argent, aux chèques postaux et aux colis postaux dans le régime intérieur du Togo.

Le Premier Ministre;

Vu la loi n^o 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les nouveaux tarifs postaux applicables à l'intérieur de la République togolaise, sont fixés par l'annexe 1 ci-jointe.

ART. 2. — Le Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications est chargé de l'application du présent décret qui aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1960.

Fait à Lomé, le 15 juin 1960.

S. E. OLYMPIO.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre des travaux publics, des mines, des transports et des postes & télécommunications;

P. AMEGEE.

ANNEXE I

Taxes applicables aux objets de correspondance de toutes catégories, aux articles d'argent, aux chèques postaux et aux colis postaux dans le régime intérieur du Togo.

A — OBJETS DE CORRESPONDANCE

I — Lettres missives	fr: CFA.
Jusqu'à 20 grammes	25 frs
au-dessus de 20 grammes et jusqu'à 50 gr.	45 »
au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 gr.	65 »
au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 200 gr.	85 »
au-dessus de 200 gr. et jusqu'à 300 gr.	110 »
au-dessus de 300 gr. et jusqu'à 500 gr.	150 »
au-dessus de 500 gr. et jusqu'à 1.000 gr.	200 »
au-dessus de 1.000 gr. et jusqu'à 1.500 gr.	250 »
au-dessus de 1.500 gr. et jusqu'à 2.000 gr.	300 »
Poids maximum 2 kg.	

II — *Papiers de commerce et d'affaires*

Tous papiers de commerce et d'affaires y compris les factures, relevés de compte ou de factures, bordereaux ou avis d'expédition et notes d'honoraires doivent acquitter la taxe des lettres missives lorsqu'ils sont transmis à découvert ou sous enveloppe, même non close. Présentés sous forme de paquets ou en rouleaux, ils sont considérés comme « paquets-poste » et traités comme tels.

III — *Cartes postales ordinaires*

- 1) cartes postales simples 20 frs
- 2) cartes postales avec réponse payée 40 frs

IV — *Cartes postales illustrées*

- 1) Tarif général : tarif des cartes postales ordinaires.
- 2) Cartes postales illustrées dont l'ensemble du verso est occupé par une illustration de gravure à l'exclusion de toute annotation manuscrite, lorsqu'elles portent au recto uniquement la date, la signature, l'adresse de l'expéditeur et cinq mots au plus, de correspondance 15 frs

V — *Cartes de visite* fr. CFA.

- 1) Cartes de visite ne portant que les indications imprimées ou manuscrites autorisées sur les imprimés

Tarif des imprimés ordinaires

- 2) Cartes de visite portant une inscription manuscrite de cinq mots de correspondance ou de cinq initiales conventionnelles 15 frs
- 3) Cartes de visite portant des mentions autres que celles visées aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus

Tarif des lettres missives

Sont assimilés aux cartes de visite, les imprimés illustrés sur carte dépourvus de tout caractère commercial et dénommés « cartes mignonnettes », « cartes de Noël », de « Nouvel An ».

VI — *Imprimés ordinaires et échantillons* fr. CFA.

- Jusqu'à 50 grammes 10 frs
 au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 gr. 25 »
 au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 200 gr. 45 »

Poids maximum : 200 grammes.

Les envois d'imprimés et d'échantillons d'un poids supérieur à 200 grammes entrent dans la catégorie des paquets-poste.

Les envois d'imprimés et échantillons ne sont pas admis à la formalité de la recommandation. Si cette facilité est demandée, les envois entrent dans la catégorie des lettres ou dans celle des paquets-poste selon leur présentation.

VII — *Imprimés ordinaires et échantillons en nombre*

Les envois d'imprimés ordinaires et d'échantillons présentés à l'affranchissement en numéraire ou affranchis au moyen de timbres-poste oblitérés d'avance ou d'empreintes de machines à affranchir

déposés en nombre au moins égal à 1.000 triés et enliassés par Etat, Territoires, Départements et par bureaux de distribution bénéficient des tarifs ci-après :

- Jusqu'à 50 grammes 8 frs
 au-dessus de 50 grammes et jusqu'à 100 gr. 20 »
 au-dessus de 100 grammes et jusqu'à 200 gr. 40 »

VIII — *Paquets — poste* f. CFA1) *Tarif général*

- Jusqu'à 300 grammes 60 frs
 au-dessus de 300 grammes et jusqu'à 500 gr. 90 »
 au-dessus de 500 gr. et jusqu'à 1.000 gr. 135 »
 au-dessus de 1.000 gr. et jusqu'à 1.500 gr. 180 »
 au-dessus de 1.500 gr. et jusqu'à 2.000 gr. 225 »
 au-dessus de 2.000 gr. et jusqu'à 2.500 gr. 270 »
 au-dessus de 2.500 gr. et jusqu'à 3.000 gr. 315 »

Poids maximum : 3.000 grammes.

2) *Envois de librairie comportant un seul volume*

- Jusqu'à 3.000 grammes 315 frs
 par 500 grammes ou fraction en excédent 45 »

Poids maximum : 5.000 grammes.

3) *Paquets-poste déposés en nombre*

Les paquets-poste du premier échelon de poids, présentés à l'affranchissement en numéraire ou affranchis au moyen de timbres-poste oblitérés d'avance ou d'empreintes de machines à affranchir déposés en nombre au moins égal à 1.000 triés et enliassés par Etat, Territoires, Départements et par bureaux de distribution bénéficient du tarif spécial ci-après :

- Jusqu'à 300 grammes 55 »

4) *Paquets-poste destinés à des militaires et marins*

- Par 1.000 grammes ou fraction 25 frs

Poids maximum 3.000 grammes

Les paquets bénéficiant de ce tarif peuvent être clos. Ils sont admis à la recommandation et acheminés par voie aérienne moyennant acquittement de la surtaxe aérienne correspondante (AO)

IX — *Imprimés spéciaux*

- 1) Imprimés en relief à l'usage des aveugles : gratuit
Poids maximum 3 kg.
- 2) Imprimés électoraux f. CFA
par 100 grammes ou fraction de 100 gr. 1 »
- 3) Livrets cadastraux échangés entre l'administration des contributions directes et du cadastre et les propriétaires :
jusqu'à 500 grammes (poids maximum) 65 »

X — *Journaux et écrits périodiques*

- 1) *Journaux non roulés* affranchis en numéraire ou à la machine à affranchir
jusqu'à 60 grammes 1,25 »
au-dessus de 60 grammes et jusqu'à 100 gr. 1,75 »
au-dessus de 100 gr. et jusqu'à 150 gr. 2 »

au-dessus de 150 gr. et jusqu'à 200 gr. . 2,25 »
 ensuite par 100 gr. ou fraction de 100 gr. 0,50 »
 Poids maximum 300 grammes.

2) *Journaux « routés » ou « hors sacs »*

Jusqu'à 60 grammes 0,50 »
 au-dessus de 60 grammes et jusqu'à 100 gr. 1 »
 au-dessus de 100 gr. et jusqu'à 150 gr. . 1,25 »
 au-dessus de 150 gr. et jusqu'à 200 gr. . 1,50 »
 ensuite par 100 gr. ou fraction de 100 gr. 0,50 »
 Poids maximum 3.000 grammes.

Les journaux et écrits périodiques « routés » ou « hors sacs » expédiés groupés par les éditeurs ou leurs mandataires à l'adresse d'un dépositaire ou d'un revendeur, bénéficient d'une réduction de 50% sur les tarifs ci-dessus.

3) *Autres journaux*

Par 100 gr. ou fraction de 100 grammes . 5 »
 Poids maximum 3.000 grammes.

XI — *Envois avec valeur déclarée*

1) *Lettres missives avec valeur déclarée*

Poids maximum 2.000 grammes.
 Maximum de garantie et de déclaration de valeur 250.000 »
 Tarif d'affranchissement : taxe des lettres missives
 Droit fixe de recommandation 60 »
 Droit proportionnel d'assurance . . 10 pour 10.000
 avec minimum de perception de 150 »

2) *Paquets avec valeur déclarée*

Poids maximum 3.000 grammes.
 Maximum de garantie et de déclaration de valeur 75.000 »
 Tarif d'affranchissement
 jusqu'à 2.000 gr. taxe des lettres missives (au-dessus de 2.000 gr. en sus de la taxe de 300 »
 par 500 grammes ou fraction 50 »
 Droit fixe de recommandation 60 »
 Droit proportionnel d'assurance : comme les lettres missives avec valeur déclarée.

3) *Boîtes avec valeur déclarée*

Poids maximum 15 kg.
 Maximum de garantie et de déclaration 250.000 »
 Taxe d'affranchissement : comme pour les paquets avec valeur déclarée
 Droit fixe de recommandation 60 »
 Droit proportionnel d'assurance : comme pour les lettres missives avec valeur déclarée.

XII — *Taxes postales accessoires*

1) *Taxe d'urgence*

a) prix courants, mercuriales, cotes de bourse ou d'offices de publicité ou de vente, convocations ou invitations, avis de passage de voyageurs de com-

merce, avis de naissance, de mariage ou de décès affiches, épreuves d'imprimerie, copies destinées à l'impression dans les journaux, bulletins météorologiques

jusqu'au poids de 20 grammes 10 »
 b) imprimés autres que ceux visés ci-dessus échantillons et paquets-poste 80 »

2) *Exprès*

A — *Objets à destination d'une commune pourvue d'un établissement postal distributeur* 100 »

B — *Objets distribuables dans toute autre commune* 250 »

3) *Droit fixe de recommandation*

a) droit fixe de recommandation :
 tous objets y compris les paquets adressés aux militaires et marins en campagne 60 »
 b) indemnité allouée en cas de perte d'un envoi recommandé, tous objets 2.000 »

4) *Avis de réception postal des objets chargés ou recommandés et des télégrammes*

a) demandé au moment du dépôt de l'objet 30 »
 b) demandé postérieurement au dépôt de l'objet 50 »

5) *Réclamations*

objets chargés ou recommandés 50 »

6) *Coupons-réponse*

a) prix de vente 30 »
 b) valeur d'échange en timbre-poste 25 »

7) *Poste restante*

a) Surtaxe fixe applicable aux objets de correspondance de toute nature adressés poste restante ou télégraphe restant
 — journaux et écrits périodiques 10 »
 — autres objets 15 »
 b) Droit spécial d'abonnement annuel à la poste restante
 — voyageurs de commerce 1.000 »
 — autres personnes 3.000 »

8) *Taxes minimum applicables aux objets de correspondance non ou insuffisamment affranchis*

a) journaux et écrits périodiques 5 »
 b) autres objets 15 »

9) *Taux des frais de recherche dans les documents de service*

— Par demi-heure indivisible 100 »
 — Avec minimum de 200 »

10) *Retrait et rectification d'adresse*

— Avant expédition gratuit
 — Après expédition :

demande postale : taxe d'une lettre recommandée
 demande télégraphique : taxe d'un avis de service taxé télégraphique avec ou sans réponse payée.

- 11) *Redevances d'abonnement aux boîtes de commerce*
- Petit modèle 900 fr. par an
 - Grand modèle 1.500 »
 - Modèle géant 2.500 »
- 12) *Objets sans adresse ni figurine d'affranchissement à distribuer dans les boîtes de commerce*
- a) Journaux : taxes applicables aux journaux routés ou hors sac.
 - b) Imprimés et échantillons
 - Jusqu'à 20 grammes 2 »
 - Au-dessus de 20 gr. et jusqu'à 50 gr. 3 »
 - au-dessus de 50 gr. et jusqu'à 100 gr. 4 »
 - au-dessus de 100 gr. et jusqu'à 200 gr. 5 »

B — SURTAXES AÉRIENNES INTÉRIEUR TOGO

Les taux des surtaxes aériennes applicables aux objets de correspondance déposés au Togo à acheminer par la voie aérienne dans les relations du régime intérieur sont fixés comme suit :

- lettres missives et cartes postales : jusqu'à 10 grammes sans surtaxe au-dessus de 10 grammes 5 »
- par 5 grammes (applicable sur le poids total)
- autres objets 3 francs par 20 gr.

C — ARTICLES D'ARGENT

I — Mandats d'articles d'argent

- 1) Droit de commission des mandats ordinaires
 - a) droit fixe 35 »
 - b) droit proportionnel 5 pour 5.000
- 2) Droit de commission des mandats-carte
 - a) droit fixe 80 »
 - b) droit proportionnel 5 pour 5.000
- 3) Droit de commission des mandats télégraphiques
 - a) droit de commission des mandats ordinaires ou des mandats-cartes selon que l'expéditeur ne demande pas ou demande le paiement à domicile
 - b) taxes télégraphiques principales et accessoires suivant la destination
- 4) Taxe de renouvellement

Taxe égale à autant de fois le droit de commission des mandats ordinaires qu'il s'est écoulé de mois depuis le jour d'expiration du délai de validité

Toutefois, en aucun cas, cette taxe ne peut dépasser le tiers du montant du mandat ni excéder 750 »
- 5) Taxe des avis de paiement
 - a) demandé au moment du dépôt des fonds 30 »
 - b) demandé postérieurement au dépôt des fonds 50 »
- 6) Taxe des réclamations 50 »

II — Valeurs à recouvrer

- 1) Droit d'encaissement des valeurs recouvrées
 - a) droit fixe 35 »
 - b) droit proportionnel 5 pour 5.000

Maximum de perception 120 »
 - 2) Droit de présentation des valeurs ordinaires impayées par valeur 35 »
- Est acquise à l'administration la somme disponible après prélèvement sur les fonds recouverts des droits prévues aux alinéas 1 et 2 ci-dessus et des autres taxes dont sont passibles les valeurs parvenues dans un même envoi, lorsque cette somme est inférieure ou égale au minimum du droit de commission des mandats. Le montant de la dite somme est pris en recettes avec les droits d'encaissement.
- 3) Taxe des réclamations 50 »

III — Envois contre remboursement

Les droits et taxes prévues pour les valeurs à recouvrer s'appliquent aux envois contre remboursement.

D — CHÈQUES POSTAUX

I — Versements

- A — Mandats de versement aux comptes courants postaux :
- jusqu'à 50.000 francs 25 »
 - au-dessus de 50.000 francs 50 »

B — Versement par chèques bancaires

Chèques bancaires présentés au paiement par le service des chèques postaux :

- a) sur place

taxe des versements à un compte courant postal
- b) déplacés

droits des valeurs à recouvrer

II — Chèques de paiement

- A — Chèques de retrait
- par 5.000 francs ou fraction de 5.000 fr. 1 »
 - minimum de perception 25 »

B — Chèques d'assignation

- 1) Transformés en mandats-cartes par titre
 - a) droit fixe 50 »
 - b) droit proportionnel
 - par mille francs ou fraction de 1.000 fr. 1 »
- 2) Transformés en mandats télégraphiques :

Mêmes droits de commission que pour les mandats émis par les bureaux de poste.

C — Mandats-lettres de crédits

- Par titre 25 »

III — Virements

1) Chèques de virement

- Virement postal ordinaire par 10.000 fr. ou fraction de 10.000 fr. gratuit
- Virement d'office ou virement accéléré : surtaxe fixe 100 francs

2) Virements télégraphiques

- a) taxe de virement : taxe des virements ordinaires
- b) frais d'écriture
 - par million de franc ou fraction de million de francs 100 »

IV — Réclamations

- Par réclamation adressée au centre de chèques postaux par le titulaire du compte courant ou présentée dans un bureau de poste 50 »

V — Taxes diverses

- 1) Notification d'avoir à une date déterminée 50 »
- 2) Notification périodique d'avoir :
 - Redevance mensuelle :
 - pour avis hebdomadaire 50 »
 - pour avis bi-hebdomadaire 100 »
 - pour avis quotidien 200 »
- 3) Copies de comptes :
 - par 100 opérations ou fraction de 100 opérations 100 »
 - en outre par extrait consulté 10 »
- 4) Modification de l'intitulé d'un compte courant 100 »
- 5) Renseignements donnés par téléphone
 - en sus de la taxe d'une communication téléphonique 50 »
- 6) Taxe pour chèque ou ordre de débit sans provision suffisante
 - a) chèques transmis par le tireur et ordres de débit ne pouvant être exécutés par suite d'insuffisance d'avoir au compte 150 »
 - b) chèques sans provision suffisante transmis au centre de chèques postaux ou présentés au paiement par le bénéficiaire ou le porteur 300 »
- 7) Préavis téléphonique d'inscription de certaines opérations
 - en sus de la taxe d'une communication téléphonique 100 »
- 8) Avis d'inscription d'un virement
 - demandé lors du dépôt 20 »
 - demandé postérieurement au dépôt 25 »
- 9) Commission de tenue des comptes courants inactifs
 - Prélèvement annuel sur l'avoir des comptes n'ayant fait l'objet d'aucune inscription depuis plus de douze mois 200 »

E — COLIS POSTAUX

I — Taxes principales — Les taxes perçues pour le transport par voie terrestre des colis postaux échangés dans les limites du régime intérieur sont les suivantes :

jusqu'à 3 kgs	120 »
au-dessus de 3 kgs à 5 kgs	150 »
au-dessus de 5 kgs à 10 kgs	230 »
au-dessus de 10 kgs à 15 kgs	310 »
au-dessus de 15 kgs à 20 kgs	390 »

II — Taxes accessoires — voir page 11 de l'annexe n° 2

DECRET N° 60-59 du 18 juin 1960 portant création et organisation de la Sûreté nationale togolaise.

Le Premier Ministre,

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise;

Vu la loi n° 60-4 du 10 février 1960, portant réorganisation administrative de la République du Togo;

Vu le décret du 9 mai 1937, portant réglementation de la police, de la Sûreté et de l'exploitation des chemins de fer;

Vu la loi du 18 novembre 1956, relative à la réorganisation municipale, modifiée par la loi n° 59-47 du 5 juin 1959 et notamment en ses articles 36, 37 et 38;

Sur la proposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

TITRE PREMIER

CRÉATION

ARTICLE PREMIER. — Est créée, sous la haute autorité du Ministre de l'intérieur, la Sûreté nationale togolaise groupant l'ensemble des services de police générale.

ART. 2. — Le directeur de la Sûreté nationale qui coordonne et contrôle les services de police générale, est nommé par arrêté du Premier Ministre sur proposition du Ministre de l'intérieur.

Il est assisté d'un directeur-adjoint, chargé de le suppléer en cas d'absence ou d'empêchement, nommé par décision du Ministre de l'intérieur, sur proposition du directeur de la Sûreté nationale.

Le directeur-adjoint est obligatoirement un fonctionnaire de police.

ART. 3. — La Sûreté nationale comprend des services centraux et des services extérieurs.

TITRE II

ATTRIBUTIONS ET ORGANISATION

A — Services centraux

ART. 4. — L'ensemble des services centraux forme la direction de la Sûreté nationale dont les attributions sont les suivantes :

1) — l'étude de toutes les questions se rapportant à l'implantation de nouveaux commissariats de police et postes de frontière

à la réglementation ou législation spéciale intéressant la police ou la sûreté

Aux statuts du personnel de police

2) — le contrôle général des services extérieurs de la sûreté nationale et la coordination de leur action pour l'accomplissement des tâches qui leur incombent

3) — le contrôle de l'émigration et de l'immigration de la circulation transfrontière des étrangers,

4) — la délivrance, par délégation permanente du Ministre de l'intérieur, des passeports ordinaires aux citoyens togolais

5) — la surveillance du territoire

6) — la centralisation des renseignements généraux et leur exploitation

7) — l'exécution d'enquêtes administratives

8) — l'exercice de la police judiciaire par la recherche des trafics illicites et par l'exécution de commissions rogatoires

ART. 5. — Les services centraux de la direction de la Sûreté nationale comprennent :

1) — Une section Emigration — Immigration assurant — le contrôle des arrivées et départs au port et à l'aérogare de Lomé

— le contrôle des étrangers résidant

— la délivrance des passeports

— l'octroi des visas d'entrée, de séjour et de sortie.

2) — Une section Identité judiciaire chargée :

— de la tenue des fichiers et des dossiers individuels

— des questions relatives à l'interdiction de séjour, à la relégation, à l'exécution des mandats de justice, aux recherches dans l'intérêt des familles et, en relation avec l'« Interpol », à la lutte contre le banditisme

— de l'exécution de travaux photographiques et d'expertise de police technique.

3) — Une section administrative traitant les questions de personnel et de matériel et constituant également bureau d'études.

4) — Une division de Sûreté générale comprenant :

— une section dite de contrôles spéciaux :

Presse togolaise et étrangère, films cinématographiques, disques phonographiques, publications obscènes, postes émetteurs-récepteurs privés, associations, prises de vue aériennes

— une section du contrôle des frontières terrestres

— une brigade mobile.

ART. 6. — Pour lui permettre de remplir son rôle, la section du contrôle des frontières terrestres dispose :

— du poste d'Aflao, commandé directement par la direction de la Sûreté nationale

— du poste d'Anécho (sortie de la ville vers Cotonou), rattaché administrativement au commissariat de police d'Anécho

— du poste de Kpadapé, rattaché administrativement au commissariat de police de Palimé

— du poste de Badou, rattaché administrativement au commissariat de police de Badou

ART. 7. — La brigade mobile comprend deux sections :

— première section : Renseignements généraux

— deuxième section : Police judiciaire

Pour couvrir l'ensemble du territoire, la brigade mobile est divisée en quatre secteurs, à savoir :

— 1^{er} secteur — Région maritime — siège Lomé, à la direction de la Sûreté nationale

— 2^e secteur — Région des plateaux — siège Atakpamé

— 3^e secteur — Région centrale — siège Sokodé

— 4^e secteur — Région des savanes — siège Mango.

Sans instructions spéciales du Ministre de l'intérieur, transmises par le directeur de la Sûreté nationale, le chef de secteur ne doit pas communiquer à l'inspecteur de région les renseignements généraux recueillis sauf dans le cas où ils auraient trait à l'ordre public qui serait ou risquerait d'être troublé. Les notes de renseignements généraux sont envoyées sans délai à la direction de la Sûreté nationale.

En matière de police judiciaire, les chefs de secteur recherchent les trafics illicites, opèrent les saisies et l'arrestation des auteurs qu'ils doivent, dans les quarante-huit heures, déférer en justice. Si, pour les besoins de l'enquête, un délai supplémentaire est nécessaire, les chefs de secteur doivent le solliciter du parquet compétent qui demeure libre de l'accorder et de le fixer ou de le refuser.

Les chefs de secteur peuvent recevoir, en vue de leur exécution, des commissions rogatoires ayant trait à la recherche des auteurs, co-auteurs et complices de délits importants ou de crimes et qui n'ont pu être découverts lors des enquêtes préliminaires.

Ils transmettent à la direction de la Sûreté nationale, pour information et classement, les ampliations de tous les procès-verbaux qu'ils sont appelés à rédiger.

ART. 8. — Tous les fonctionnaires de la direction de la Sûreté nationale, y compris ceux du 1^{er} secteur de la brigade mobile, ont compétence sur l'ensemble du territoire de la République togolaise pour y effectuer des enquêtes administratives ou de renseignements généraux.

En matière de police judiciaire, ils ont la même compétence ratione loci mais ils ne peuvent rédiger des procès-verbaux qu'autant qu'ils possèdent la qualité d'officier de police judiciaire.

Les personnels des 2^e, 3^e et 4^e secteurs ne sont compétents que dans la région au chef-lieu de laquelle ils résident. Toutefois, en matière de police judiciaire, et après en avoir rendu compte au directeur de la

Sûreté nationale, le chef et les officiers de police d'un secteur peuvent exercer un droit de suite ainsi limités :

- 2^o secteur : Région maritime et région centrale
- 3^o secteur : Région des plateaux et régions des savanes
- 4^o secteur : Région centrale.

ART. 9. — Si les fonctionnaires de la direction de la Sûreté nationale et ceux de la brigade mobile, en déplacement, ont besoin d'aide ou de protection, les inspecteurs de région et les chefs de circonscription sont tenus, dans toute la mesure du possible, de leur procurer les moyens propres à l'accomplissement de leurs missions.

B — Services extérieurs

ART. 10. — Les services extérieurs de la Sûreté nationale comprennent essentiellement :

- les commissariats de police dits commissariats de sécurité publique dont le contrôle technique est exercé par la direction de la Sûreté nationale
- la police spéciale des chemins de fer.

1) — Commissariats de sécurité publique

ART. 11. — A Lomé — la police de sécurité publique comprend un commissariat central et trois commissariats d'arrondissement dont les limites territoriales seront définies par arrêté du Ministre de l'intérieur.

ART. 12. — Le commissaire central de Lomé assure le commandement de la sécurité publique, la coordination et le contrôle du fonctionnement des commissariats d'arrondissement.

Il reçoit toutes les demandes d'enquêtes qu'il répartit, avec les plaintes qui peuvent lui être adressées, entre les commissariats d'arrondissement compétents.

Les enquêtes étant effectuées, celles-ci sont transmises, sous son couvert, aux autorités intéressées par les commissaires d'arrondissement.

Il fait assurer la police de la circulation dans les limites de sa compétence territoriale qui s'étend aux agglomérations suburbaines.

Il dispose notamment des services propres suivants :

- deux brigades de circulation
- une brigade spéciale
- un bureau des contraventions et des amendes forfaitaires
- un dépôt général des objets trouvés, alimenté par les versements des objets non réclamés, effectués trimestriellement par les commissariats d'arrondissement.

Une section de police judiciaire chargée de l'exécution des commissions rogatoires dans la limite de la compétence territoriale déterminée ci-dessus. Cette section, appelée à ouvrir des informations pour les délits importants et les crimes, peut obtenir, sur réquisition du commissaire central, l'assistance de l'identité judiciaire de la direction de la Sûreté nationale, lors des constatations sur les lieux et pour procéder aux examens jugés nécessaires à la manifestation de la vérité.

ART. 13. — Des commissariats de sécurité publique sont également ouverts dans les villes suivantes : Anécho, Atakpamé, Badou, Bassari, Dapango, Lama-Kara, Lomé, Mango, Palimé, Sokodé et Tsévié.

ART. 14. — Les commissariats de sécurité publique, rattachés administrativement à la direction de la Sûreté nationale, sont placés sous l'autorité directe des chefs de circonscription.

Ils exercent, sous le commandement du commissaire de police titulaire ou intérimaire, la police préventive et répressive dans le périmètre et les agglomérations suburbaines des villes où ils sont implantés.

Ils sont chargés de veiller à l'exécution des lois et à l'observation des textes réglementaires et, plus particulièrement de maintenir l'ordre sur la voie publique. Ils assurent la surveillance des marchés, des hôtels et garnis, de tous les établissements ouverts au public et de la prostitution.

ART. 15. — Les commissaires de police de la sécurité publique dépendent de l'autorité judiciaire pour tout ce qui concerne leurs fonctions d'officier de police judiciaire.

Ils reçoivent habituellement les plaintes et les dénonciations, procèdent aux constatations légales et font tous actes de procédure.

ART. 16. — Ils font parvenir au directeur de la Sûreté nationale un rapport hebdomadaire concernant l'activité de leur service. Le commissaire central de Lomé rédige un rapport journalier.

Ils font également tenir au directeur de la Sûreté nationale des copies de leurs divers rapports et procès-verbaux autres que ceux constatant des contraventions de simple police.

Ils lui adressent, en même temps qu'à leur chef de circonscription sous forme de notes, les renseignements généraux qu'ils auront pu recueillir.

ART. 17. — Les commissaires de police d'Anécho, de Badou et de Palimé rendent compte, sans délai, par écrit et au besoin téléphoniquement ou télégraphiquement, au directeur de la Sûreté nationale, des constatations faites par le poste de contrôle de la frontière qui est administrativement rattaché à leur commissariat.

2) — Police spéciale des chemins de fer

ART. 18. — Est instituée une police spéciale des chemins de fer chargée de la constatation des infractions au décret du 9 mai 1937 et d'ouvrir toutes informations relatives aux autres délits ou crimes pouvant être commis dans l'enceinte du réseau des chemins de fer togolais.

ART. 19. — Le chef de ce service, qui prend le titre de commissaire spécial de la police des chemins de fer, est nommé sur proposition du directeur de la Sûreté nationale, par arrêté du Ministre de l'intérieur.

Le même arrêté confère provisoirement la qualité d'officier de police judiciaire au fonctionnaire désigné s'il ne la possède pas à titre personnel.

Le commissaire spécial est compétent dans l'enceinte du chemin de fer, mais il peut exercer un

droit de suite sur l'ensemble du territoire de la République.

ART. 20. — Le commissaire spécial et les fonctionnaires de police nécessaires au service sont détachés au réseau des chemins de fer togolais qui assure toutes les dépenses de fonctionnement de la police spéciale. Elle pourvoit à l'habillement des fonctionnaires détachés qui sont dotés des tenues réglementaires de la Sûreté nationale, selon les corps auxquels ils appartiennent.

Les arrêtés de détachement et de réintégration sont pris par le Ministre de l'intérieur.

ART. 21. — Le directeur du réseau des chemins de fer peut disposer du personnel détaché pour notamment convoier les trains et rechercher les colis ayant été éventuellement mal acheminés ainsi que pour toute mission de surveillance.

ART. 22. — Le commissaire spécial des chemins de fer continue de dépendre du directeur de la Sûreté nationale à qui il doit adresser ampliation de ses procès-verbaux d'information judiciaire et, sous forme de notes, tous les renseignements généraux dont il a connaissance.

ART. 23. — Le commissaire spécial correspond avec le directeur des chemins de fer. Il le tient régulièrement et exactement informé de ceux des actes de sa fonction et des renseignements recueillis qui peuvent intéresser le service du réseau.

ART. 24. — Le détail de l'organisation de la police des chemins de fer est réglé par le directeur de la Sûreté nationale en accord avec le directeur du réseau.

TITRE III

Dispositions diverses

ART. 25. — Toutes les dépenses des services centraux et extérieurs de la Sûreté nationale sont à la charge du budget général, celles de la police des chemins de fer figurant au budget annexe.

ART. 26. — Pour les besoins du service, le Ministre de l'intérieur peut, par arrêté individuel, accorder, à titre provisoire, la qualité d'officier de police judiciaire à tout policier ayant au moins le grade d'assistant et appelé à exercer des fonctions pour lesquelles cette qualité est indispensable.

ART. 27. — Les commissaires de police, les officiers de police et les fonctionnaires de la Sûreté nationale auxquels aura été accordée à titre provisoire la qualité d'officier de police judiciaire feront le serment de bien et fidèlement remplir leurs fonctions.

Ce serment sera prêté devant le tribunal du lieu de leur résidence.

ART. 28. — Pour l'exécution des tâches qui lui incombent et notamment en ce qui concerne la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat, le directeur de la Sûreté nationale bénéficiera du concours du personnel de la Gendarmerie ainsi que de tous les fonctionnaires ayant des attributions de police générale et de ceux du service des douanes.

ART. 29. — Les services de la Sûreté nationale ont la franchise postale et télégraphique pour leurs relations entre eux ou avec les autorités administratives et judiciaires de la République togolaise.

ART. 30. — A titre provisoire, les commissaires de sécurité publique, autres que ceux de Lomé, ont, en matière de renseignements généraux seulement, compétence sur tout le territoire de la circonscription dans laquelle ils exercent leurs fonctions.

Il sera automatiquement mis fin à cette extension de compétence, dès que seront en place les secteurs de brigade mobile.

ART. 31. — Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret.

ART. 32. — Le Ministre de l'intérieur, le Ministre des T.P. et des transports, des mines, des postes et télécommunications et le Ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 18 juin 1960.

S. E. OLYMPIO.

Par le Premier Ministre :

Le Ministre de l'intérieur,

T. MALLY.

Le Ministre des Travaux publics, des mines, des transports et des postes et télécommunications,

P. AMEGEE

Le Ministre des finances,

H. D. COCO

DECRET N° 60-60 du 18 juin 1960 portant approbation du contrat de bail de la zone B de l'Est-Mono.

Le Premier Ministre,

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise;

Vu le décret du 13 mars 1926 portant réorganisation du domaine et du régime des terres domaniales au Togo, ensemble l'arrêté n° 187 du 1^{er} avril 1927 déterminant les conditions d'application et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 181 du 4 avril 1931 portant modification de l'arrêté du 1^{er} avril 1931, modifiant celui du 1^{er} avril 1927;

Vu le dossier ci-annexé;

Vu le rapport du 18 mai 1960 du receveur des domaines;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé le contrat de bail intervenu entre la République du Togo et les collectivités des cantons de Kpessi et de Djama, portant sur la zone B de l'Est-Mono telle qu'elle est délimitée audit acte, moyennant le prix annuel et symbolique de un franc.

ART. 2. — Le présent décret sera enregistré et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 18 juin 1960.

S. E. OLYMPIO.

CONTRAT DE BAIL

Entre les parties ci-après dénommées

D'une part M. Sylvanus Olympio, Premier Ministre du gouvernement togolais, agissant au nom et pour le compte de l'Etat togolais;

d'autre part, le chef de canton de Kpessi, Kodjo Edoh, et le chef de Djama, Patso Patrice, chefs coutumiers représentant les collectivités Kpessi et Ana et chargés en cette qualité de régler l'utilisation des terres sur lesquelles s'exercent les droits coutumiers des dites collectivités.

Il a été convenu ce qui suit :

1) — le chef de canton de Kpessi, le chef de Djama, tous deux agissant es-qualités;

reconnaissant à l'Etat, sur la base des modalités du louage emphytéotique, l'usage et la jouissance des terres situées dans le triangle Ogou-Mono route de Nyamassila-Kpessi-Dégou Yébou-Yébou, telles qu'elles sont délimitées au paragraphe 2 suivant, à charge pour elle d'en organiser et d'en assurer la mise en valeur agricole;

2) les terres dont l'usage et la jouissance sont reconnus à l'Etat sont conformément au plan joint, ainsi délimitées;

— en ce qui concerne les terres situées à l'est de la route Doté-Kopé-Elavagnon

a) par la route Doté-Kopé-Elavagnon à l'ouest

b) au sud par un layon direction plein est rectiligne tracé jusqu'à l'Ogou, et partant d'un point situé sur la route de Doté-Kopé à Elavagnon, à 8,35 kms du pont de Doté-Kopé;

c) au nord par un layon rectiligne parallèle à la route vers l'Ogou et partant de la limite est de la réserve forestière du Bas-Ogou, d'un point situé sur cette limite à 2,400 kms de la route vers l'Ogou;

d) à l'est par la partie de la rivière Ogou comprise entre l'extrémité est de chacun des layons définis aux alinéas b et c ci-dessus;

— en ce qui concerne les terres situées à l'ouest de la route de Doté-Kopé à Elavagnon :

a) à l'est par la route Doté-Kopé-Elavagnon;

b) au sud par un layon rectiligne direction plein ouest, long de 2 kms et partant d'un point situé sur la route de Doté-Kopé à Elavagnon à 8,900 kms au pont de Doté-Kopé; puis par un layon de direction nord, sensiblement perpendiculaire au précédent tracé de telle façon qu'il atteigne la route vers le Mono, en un point situé à 2 kms de la route Doté-Kopé-Elavagnon, enfin à compter de ce point, et vers l'ouest par la route vers le Mono et jusqu'à son extrémité;

c) au nord, la limite part de l'intersection de la bordure ouest de la forêt classée dite du Bas-Ogou avec la route Elavagnon-Dégou. Elle se confond avec

la route sur une distance de 474 mètres. Au point ainsi défini, elle est constituée par un layon de 1740 mètres rectiligne qui fait avec la route un angle de 113° et atteint, en fin de parcours, une rivière non dénommée, laquelle se jette dans le Mono et constitue la dernière partie de la limite;

d) à l'ouest par la partie du fleuve Mono comprise entre l'extrémité ouest de la route vers le Mono et l'extrémité ouest du layon défini à l'alinéa ci-dessus.

Il est constaté par les parties que les terres dont la cession à bail est faite à l'Etat en vue de leur mise en culture, sont, au moment de la cession, complètement en friche.

3) Dans le périmètre ainsi délimité, l'administration organisera librement la colonisation agricole des terres suivant les principes et les méthodes qui lui paraîtront appropriés, sans aucune justification au bailleur.

Elle répartira les terres entre les colons. Elle sera seule juge de l'opportunité et du lieu de leur implantation. Elle fixera l'organisation administrative de cette région.

Elle pourra y entreprendre tous travaux et constructions qu'elle jugera utiles; construction de village, d'immeubles, établissement de voies de communication, travaux forestiers et agricoles.

4) Le présent bail est conclu pour une durée de cinquante ans qui prendra date à compter du jour de la signature par toutes les parties intéressées.

Il sera renouvelable de plein droit par périodes successives de 20 ans à moins que le preneur ou le bailleur ne manifeste l'intention contraire par l'expédition à l'autre partie d'une lettre de préavis recommandée au moins deux ans avant l'expiration de la période en cours.

5) Le bail est consenti moyennant une redevance annuelle et symbolique de un franc.

6) A l'expiration du bail, les chefs sous-signés ou leurs successeurs recouvreront l'exercice des droits coutumiers qui leur seront reconnus par la législation en vigueur.

Toutefois, les détenteurs de ces droits ne seront remis en possession des terres ayant fait l'objet du présent bail qu'après versement effectué par eux d'une indemnité égale à la plus-value apportée au fonds.

Fait à Lomé, le 18 juin 1960.

et à Atakpamé, le 16 juin 1960.

Le Premier Ministre,
S. E. OLYMPIO.

Le chef de canton de Kpessi :

EDOH Kodjo.

Le chef de canton de Djama :

PATSO Patrice.

(Approuvé en conseil des ministres dans sa séance du 3 juin 1960).

PREMIER MINISTERE

ARRETE N° 111 PM/MFAE du 21 juin 1960 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat des arachides, récolte 1959-60.

Le Premier Ministre;

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 (modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise;

Vu l'arrêté n° 297/PM/MICEP. du 14 décembre 1959 fixant la date d'ouverture de la campagne d'achat des arachides récolte 1959-60

Sur le rapport du Ministre des finances et des affaires économiques et du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne d'achat des arachides de la récolte 1959-60 est fixée au 20 juin 1960.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 21 juin 1960.

S. E. OLYMPIO.

Affaires courantes

N° 116/PM du :

24 juin 1960. — Pendant l'absence de M. Namoro Karamoko, Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts, l'expédition des affaires courantes sera assurée par M. Gerson Victor Kpotsra, Ministre de la santé publique.

N° 117/PM du :

29 juin 1960. — Pendant l'absence du Ministre des travaux publics, mines, transports et des postes et télécommunications M. Paul Amégee, le Ministre de la justice et Ministre du travail, des affaires sociales et de la fonction publique est chargé de l'expédition des affaires courantes.

Mutations-Affectations

Par arrêtés et décisions :

N° 71/D/PM/INT du :

21 juin 1960. — M. Pana Ombri, secrétaire d'administration, chef de la circonscription administrative de Lomé, est nommé Président du tribunal du premier degré de Lomé, en remplacement de M. Tekoé Alexandre, affecté à d'autres fonctions.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 72/D/PM/INT du :

21 juin 1960. — Sont prononcées les nominations et affectations suivantes :

M. Bedu Vincent, aide-conducteur de 2^e classe 1^{er} échelon du cadre supérieur de l'agriculture et du conditionnement du Togo, indice 335, est nommé chef de circonscription administrative de Nuatja, en remplacement de M. Aithnard André Paulin, secrétaire principal d'administration 2^e échelon, appelé à d'autres fonctions.

M. Aithnard André Paulin, secrétaire principal d'administration 2^e échelon des services administratifs, financiers et comptables du Togo, indice 748, actuellement chef de circonscription du Nuatja, est affecté au Ministère de l'intérieur, de l'information et de la presse (Direction de l'intérieur).

Les émoluments de MM. Bedu et Aithnard sont imputables au chapitre 8 article 5 du budget général — exercice 1960.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 69/D/PM/INT/INFO du :

18 juin 1960. — M. Edarh Jean, commis d'administration adjoint de 3^e classe du cadre local du Togo, en service à Anécho, est nommé chef de la circonscription administrative de Sokodé, en remplacement de M. Akédjo Emmanuel, commis de 2^e classe 4^e échelon des SAFCT, actuellement adjoint au commandant de la dite localité, mis à la disposition du Ministre de la fonction publique.

Les émoluments de M. Edarh Jean seront supportés par le chapitre 8 article 5 du budget général — exercice 1960.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Situation administrative

N° 74/D/PM du :

28 juin 1960. — Mademoiselle Lawson Perpétue, agent des P.T.T., assimilée à la classification des manœuvres, affectée au Palais du Gouvernement en qualité de téléphoniste-standardiste par décision n° 377/MFP, du 3 juin 1960, est classée à la 2^e catégorie échelle A des agents permanents, conformément à la réglementation.

La dépense reste imputable au chapitre 6 — article 2.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} juin 1960.

Instance contentieuse

N° 68/D/PM du :

18 juin 1960. — M. Guiot Marcel, chef du service des affaires administratives au ministère de l'intérieur, est désigné pour défendre, devant le tribunal administratif, les intérêts de l'Etat togolais dans l'instance contentieuse qui l'oppose au sieur Adjalo Simpson Benoit.

Chefs de cantons**Destitutions**

N° 109/PM/INT du :

16 juin 1960. — Les chefs de cantons dont les noms suivent sont destitués de leurs fonctions :

M.M. Kodo Gnassingbé, chef de canton de Blitta (circonscription d'Atakpamé).

Ihou Atigbé, chef de canton de l'Akposso-Sud (circonscription de l'Akposso).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

N° 110/PM/INT du :

16 juin 1960. — Les chefs de cantons dont les noms suivent sont destitués de leurs fonctions, dans la circonscription de Sokodé :

M.M. Abdoulaye Titikpima, chef de canton de Tchamba.

Abété Hounsou, chef de canton de Sotouboua.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de sa signature.

N° 112/PM/INT du :

21 juin 1960. — Les chefs de cantons ci-après désignés sont destitués de leurs fonctions.

M.M. N'Barma Laré, chef de canton de Mogou.

Nana Kodjo, chef de canton de Galangashie.

Morongou Naou, chef de canton de Tchanaga.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de sa date de signature.

Désignations

N° 113/PM/INT du :

21 juin 1960. — Est reconnue la désignation faite conformément à la coutume de M. Nigna Lamboni, en qualité de chef de canton de Mogou (circonscription de Mango) en remplacement de M. N'Barma Laré, destitué.

L'intéressé aura droit à une indemnité de fonctions annuelle de 60.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 8, article 6.

Le présent arrêté aura effet pour compter de sa date de signature.

N° 114/PM/INT du :

21 juin 1960. — Est reconnue la désignation faite conformément à la coutume de M. Morongou Tchirifou, en qualité de chef de canton de Tchanaga (circonscription de Mango), en remplacement de M. Morongou Naou, destitué.

L'intéressé aura droit à une indemnité de fonctions annuelle de 48.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 8, article 6.

Le présent arrêté prendra effet pour compter de sa date de signature.

N° 115/PM/INT du :

21 juin 1960. — Est reconnue la désignation faite conformément à la coutume de M. Djondjo Lambima, en qualité de chef de canton de Galangashie, en remplacement de M. Nana Kodjo, destitué.

L'intéressé aura droit à une indemnité de fonctions annuelle de 48.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 8, article 6.

Le présent arrêté aura effet pour compter de sa date de signature.

Dépôt de médicaments

N° 108/PM/MSP du :

15 juin 1960. — M. Koumi Noël, demeurant à Lomé, est autorisé, dans les conditions fixées par le décret n° 55-1122 du 16 août 1955 et le décret n° 59-82 du 11 mai 1959 modifiant le décret n° 57-80 du 23 juillet 1957, à ouvrir à Nuatja (cercle d'Atakpamé), un dépôt de remèdes officinaux, de drogues simples non toxiques et de spécialités conformément aux prescriptions des décrets susvisés.

Gérant du dépôt : M. Koumi Noël.

MINISTRE DES FINANCES ET DES AFFAIRES ECONOMIQUES

ARRETE N° 117/MFAE/CD du 20 juin 1960 portant imputation au budget de la commune de Lomé des émissions de la taxe de circonscription Lomé-Commune, des exercices 1959 et 1960, faites sur le budget de circonscription.

Le Ministre des Finances et des Affaires Economiques,

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise;

Vu les articles 74-141-144-159-160-161-171 à 186-190 et 191 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des territoires de la France d'outre-mer;

Vu le décret du 10 août 1928 modifiant l'article 160 du décret du 30 décembre 1912;

Vu les actes réglementaires fixant les règles d'assiette et les taux des impôts et taxes en matière de contributions directes;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont imputées au budget de la commune de Lomé, les émissions de la taxe de circonscription Lomé-Commune des exercices 1959 et 1960, faites sur le budget de circonscription suivant les arrêtés ci-après :

NUMEROS DES ARRÊTÉS	DATE DES ARRÊTÉS	NUMEROS DES RÔLES	MONTANT	TOTAL GENERAL
EXERCICE 1959				
67-MF/CD	7-3/1959	76	1.300	
79-MF/CD	3-4/1959	110	1.300	
93-MF/CD	20-4/1959	87 à 96	1.930.500	
95-MF/CD	30-4/1959	142	1.950	
96-MF/CD	30-4/1959	141	650	
120-MF/CD	27-5/1959	161 à 163	46.150	
134-MF/CD	10-6/1959	189	5.200	
143-MF/CD	27-6/1959	217	650	
140-MF/CD	20-6/1959	128 à 140	2.509.650	
157-MF/CD	2-8/1959	206 à 211	1.158.300	
159-MF/CD	3-8/1959	235	3.900	
192-MF/CD	30-9/1959	226	5.850	
209-MF/CD	30-9/1959	224 à 233	1.045.850	
219-MF/CD	21-10/1959	301	650	
221-MF/CD	21-10/1959	292 à 299	1.544.400	
236-MF/CD	3-12/1959	340	650	
251-MF/CD	21-12/1959	381	650	
246-MF/CD	21-12/1959	334	10.400	
13-MF/CD	18-1/1960	366 à 376	1.759.550	
11-MF/CD	18-1/1960	427	158.600	
31-MF/CD	17-2/1960	433 à 434	1.950	
43-MF/CD	29-2/1960	428 à 429	217.750	
52-MF/CD	17-2/1960	464	7.150	
59-MF/CD	21-3/1960	465	1.950	
Total des émissions 1959			= 10.414.950	10.414.950. —

A DEDUIRE

139-MF/CD	20-6/1959	Dégrèvements	3.250	
189-MF/CD	31-8/1959	Dégrèvements	3.900	
228-MF/CD	9-11/1959	Dégrèvements	16.250	
33-MF/CD	17-2/1960	Dégrèvements	27.300	
34-MF/CD	17-2/1960	Dégrèvements	35.100	
93-MF/CD	19-5/1960	Dégrèvements	14.300	
Recouvrements effectués sur lesquels la commune a perçu les ristournes (montant donné par le trésor)			138.800	238.900. —
Somme à transférer du budget de la circonscription au budget de la commune de Lomé				10.176.050. —

EXERCICE 1960

67-MF/CD	29-3/1960	6	5.200	5.200. —
Total				= 10.181.250. —

ART. 2. — Le trésorier-payeur, le chef du service des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 20 juin 1960

H. D. Coco

Engagement

Par arrêtés et décisions :

N° 25/D/MFAE du :

23 juin 1960. — M. Anthony Emmanuel est engagé à titre provisoire pour une durée de 8 mois comme assistant technique, chef d'équipe de pédologie à

l'institut de recherches du Togo pour compter du 1^{er} mai 1960.

M. Anthony Emmanuel percevra un salaire mensuel correspondant à la 4^e catégorie échelle A, imputable au budget F.I.D.E.S., chapitre 2001, article 2 — (Engagement n° 2.627 du 25 mai 1960).

Imputations de salaires

N° 135/D/MFAE du :

25 juin 1960. — Les agents journaliers :

— Hounkpati Djossouvi, 3^e classe 1^{re} zone

— Amékoudji Justin, 3^e classe 1^{re} zone,

rétribués par le budget Fidès, sont pris en charge par le budget général, en remplacement numérique de :

Djibirine Tairou, agent journalier de 3^e classe 1^{re} zone

Lassey Hubert, agent journalier de 3^e classe 1^{re} zone,

reçus au concours de police et démissionnaires.

Le salaire de MM. Hounkpati Djossouvi et Amékoudji Justin sera désormais imputable au budget général, chapitre 14 — article 7.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mai 1960.

N° 138/D/MFAE du :

27 juin 1960. — Pour compter du 1^{er} juin 1960, le salaire de M. Dathé André, agent permanent de 3^e catégorie — échelle A, en service à la subdivision des travaux publics Mango/Dapango, précédemment imputé au crédit Fonds des travaux, est pris en charge par le budget général chapitre 14 — article 6.

Licenciement

N° 139/D/MFAE/F du :

28 juin 1960. — M. Agboglo Henri, agent permanent 1^{re} catégorie échelle B, en service à l'Hôtel du Ministre des finances et des affaires économiques, est licencié de son emploi pour suppression d'emploi.

Compte tenu de son ancienneté en service (engagé le 16 octobre 1956) et de la date de son dernier congé, M. Agboglo Henri a droit à :

- 1 — l'indemnité de préavis d'un mois;
- 2 — l'indemnité compensatrice de congé
- 3 — l'indemnité de licenciement.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1960.

Titre foncier

N° 113/MFAE/DOM du :

20 juin 1960. — Le titre foncier n° 844 du Territoire du Togo est attribué à titre définitif et en toute propriété à M. Léonard Wallace, bijoutier à Lomé.

Pensions

N° 114/MFAE/FR du :

20 juin 1960. — Est accordée une pension d'ancienneté au montant annuel de trente et un mille huit cent trente six (31.836) francs cfa au garde de 3^e échelon Ototé Agbandaho (indice 195), n° mle 1368, né vers 1911 à Atiété (circonscription de Kandé), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1960.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 115/MFAE/FR du :

20 juin 1960. — Est accordée une pension d'ancienneté au montant annuel de quarante mille trois cent quarante (40.340) francs cfa au brigadier de 2^e échelon Alassane Yorouma (indice 235), n° mle 1318, né vers 1904 à Katambara (circonscription de Sokodé), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1960.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 116/MFAE/FR du :

20 juin 1960. — Est accordée une pension d'ancienneté au montant annuel de soixante cinq mille six cent douze (65.612) francs cfa à l'adjudant-chef Gnohoué Eugène (indice 385), n° mle 1570, né vers 1910 à Aoinvi (Cercle de Zagnanado) (Dahomey), admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juin 1960.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

N° 124/MFAE/FR du :

22 juin 1960. — L'article 3 de l'arrêté n° 83/MF du 3 août 1957 est modifié comme suit à compter du 26 novembre 1959 :

M. Sant'Anna Faustin pourra prétendre sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Sant'Anna Sylvia Marthe Marie, née le 17 mai 1942;

Sant'Anna Louis Philippe Constant Kouassi, né le 30 août 1942;

Sant'Anna Massanvi Lydie Hélène, née le 18 août 1948.

En vertu du jugement rendu par le tribunal du 1^{er} degré de Lomé le 26 novembre 1959, confirmé par le tribunal du 2^e degré le 10 juin 1960, Mme Adotévi Adolé Victorine pourra prétendre sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Sant'Anna Léopold Maurice, né le 12 septembre 1942;

Sant'Anna Claudine, née le 17 novembre 1944;

Sant'Anna Akouavi, née le 29 décembre 1948.

MODIFICATIF

à l'arrêté n° 55/MF/FR du 21 mars 1960 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelins.

La date de l'entrée en jouissance de la pension de veuve et d'orphelins prévue aux articles 1 et 2 est modifiée comme suit :

Au lieu de :

Pour compter du 1^{er} août 1958.

Lire :

Pour compter du 8 décembre 1958.

Le reste sans changement.

Rôles

N° 105 bis/MFAE/CD du :

31 mai 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1959 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
510	Circ. Dapango	Patentes	146.516	146.516
BUDGET COMMUNAL				
511	Com. Atakpamé	Patentes 42.226	50.671	50.671
		Centesimes additionnels 8.445		
		Total =		197.187

N° 106 bis/MFAE/CD du :

31 mai 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1959 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
508	Circ. Lomé	Patentes	32.400	32.400
509	Circ. Dapango	Patentes 37.830	42.830	42.830
		Licences 5.000		
		Total =		75.230

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de soixante quinze mille deux cent trente francs est fixée au 5 juillet 1960.

N° 107 bis/MFAE/CD du :

31 mai 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1959 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GÉNÉRAL				
504	Circ. Atakpamé	Taxe Progressive	4.604	21.575
505	Circ. Atakpamé	Taxe Progressive	16.971	
506	Sokodé	Taxe Progressive 2.022	3.036	3.036
	Lama-Kara	Taxe Progressive 1.014		
507	Dapango	Taxe Progressive 4.843	30.609	30.609
	Niamtougou	Taxe Progressive 1.435		
	Sokodé	Taxe Progressive 24.331		
		Total =		55.220

N° 118/MFAE/CD du :

21 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>BUDGET GÉNÉRAL</i>				
144	Anécho	Taxe Progressive	12.153	166.747
	Tsévié	Taxe Progressive	9.912	
	Nuatja	Taxe Progressive	1.454	
	Palimé	Taxe Progressive	58.031	
	Tabligbo	Taxe Progressive	1.482	
	Atakpamé	Taxe Progressive	83.715	
145	Dapango	Taxe Progressive	12.224	66.714
	Bafilo	Taxe Progressive	880	
	Bassari	Taxe Progressive	6.032	
	Kandé	Taxe Progressive	1.601	
	Mango	Taxe Progressive	4.732	
	Sokodé	Taxe Progressive	31.060	
	Lama-Kaça	Taxe Progressive	10.185	
146	Tabligbo	Taxe Progressive	1.482	203.256
	Nuatja	Taxe Progressive	960	
	Tsévié	Taxe Progressive	11.405	
	Palimé	Taxe Progressive	59.353	
	Anécho	Taxe Progressive	20.772	
	Atakpamé	Taxe Progressive	109.284	
147	Bafilo	Taxe Progressive	620	68.039
	Dapango	Taxe Progressive	9.003	
	Niamtougou	Taxe Progressive	3.056	
	Bassari	Taxe Progressive	7.715	
	Sokodé	Taxe Progressive	32.781	
	Lama-Kaça	Taxe Progressive	9.299	
	Mango	Taxe Progressive	5.511	
Kandé	Taxe Progressive	54		
Total			68.039	504.756
Total				504.756

N° 119/MFAE/CD du :

21 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>BUDGET GÉNÉRAL</i>				
148	Commune Anécho	Impôt B.I.C.	919.120	920.800
		Impôt Général	1.680	
149	Commune Palimé	Impôt B.I.C.	1.250	2.450
		Impôt Général	1.200	
150	Comm. Atakpamé	Impôt B.N.C.	60.000	78.360
		Impôt général	18.360	
Total			78.360	1.001.610

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million mille six cent dix francs est fixée au 30 juin 1960.

N° 120/MFAE/CD du :

21 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1960 ci-après :

No DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>BUDGET GENERAL</i>				
125	Circ. Sokodé	Patentes 109.294 Licences 10.000	119.294	119.294
126	Circ. Bafilo	Impôt B.I.C. 2.000 Impôt Général 4.272	6.272	
127	Circ. Bafilo	Patentes	9.252	15.524
128	Comm. Bassari	Impôt B.I.C. 800 Impôt Général 4.980	5.780	5.780
130	Circ. Lama-Kara	Impôt B.I.C. 3.200 Impôt Général 6.864	10.064	
131	Circ. Lama-Kara	Patentes 187.490 Licences 40.000	227.490	237.554
132	Circ. Niamtougou	Impôt B.I.C. 18.800 Impôt Général 10.896	29.696	
133	Circ. Niamtougou	Patentes 55.672 Licences 17.000	72.672	102.368
134	Circ. Pagouda	Impôt B.I.C. 1.600 Impôt Général 7.836	9.436	
135	Circ. Pagouda	Impôt Général	4.560	
136	Circ. Pagouda	Patentes 60.698 Licences 17.000	77.698	91.694
137	Circ. Kandé	Impôt B.I.C. 6.800 Impôt Général 6.684	13.484	
138	Circ. Kandé	Patentes 25.412 Licences 10.000	35.412	48.896
139	Circ. Mango	Impôt B.I.C. 85.600 Impôt général 32.100	117.700	
140	Circ. Mango	Patentes 153.883 Licences 20.000	173.883	291.588
141	Circ. Dapango	Impôt B.I.C. 54.000 Impôt général 43.620	97.620	
142	Circ. Dapango	Patentes 221.960 Licences 30.000	251.960	349.580
129	Circ. Bassari	Impôt Général	3.696	3.696
<i>BUDGET COMMUNAL</i>				
143	Comm. Sokodé	Patentes 665.712 Centimes additionnels 66.564 Licences 91.000 Centimes additionnels 9.100	832.376	832.376
Total			2.098.350	2.098.350

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions quatre vingt dix huit mille trois cent cinquante francs est fixée au 15 juin 1960.

N° 121/MFAE/CD du :

21 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
100	Circ. Klouto	Taxe sur les armes perfectionnées	370.800	370.800
101	Circ. Atakpamé	Patentes	196.760	265.760
102	Circ. Atakpamé	Licences	69.000	
103	Circ. Akposso	Patentes	398.438	589.438
104	Circ. Plateau	Licences	191.000	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
100	Circ. Klouto	Taxe sur les armes non perfectionnées	185.400	185.400
BUDGET COMMUNAL				
105	Comm. Palimé	Taxe s/la valeur locative	758.767	758.767
Total			=	2.170.165

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux millions cent soixante dix mille cent soixante cinq francs est fixée au 15 juin 1960.

N° 122/MFAE/CD du :

21 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
106	Circ. Tsévié	Taxe sur les armes non perfectionnées	150	1.950
107	Circ. Tsévié	Taxe sur les armes non perfectionnées	900	
108	Circ. Tsévié	Patentes	900	108.120
109	Circ. Atakpamé	Patentes	108.120	
110	Circ. Akposso	Patentes	79.660	79.660
111	Comm. Bassari	Taxe s/les armes non perfect.	1.350	1.350
112	Circ. Bassari	Patentes	1.800	17.050
113	Circ. Bassari	Taxe s/les armes non perfect.	15.250	
114	Circ. Mango	Licences	2.000	2.000
115	Circ. Dapango	Patentes	53.200	69.350
116	Circ. Dapango	Taxe s/les armes non perfect.	16.150	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
113	Circ. Bassari	Cent. Add/Taxe s/armes non perfect.	7.625	7.625
116	Circ. Dapango	Cent. Add/Taxe s/armes non perfect.	8.075	8.075
BUDGET COMMUNAL				
111	Comm. Bassari	Cent. Add/Taxe s/armes non perfect.	675	675
117	Comm. Tsévié	Patentes 2.700 Centimes additionnels 270	2.970	
118	Comm. Tsévié	Patentes 3.000 Centimes additionnels 300	3.300	6.270
119	Comm. Atakpamé	Patentes 69.226 Centimes additionnels 13.845	83.071	83.071
120	Comm. Bassari	Patentes 2.700 Centimes additionnels 270	2.970	7.170
121	Comm. Bassari	Patentes 3.500 Centimes additionnels 700	4.200	
Total			=	392.366

N° 123/MFAE/CD du :

21 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<i>BUDGET GENERAL</i>				
39	Circ. Lomé	Patentes	288.946	
40	Circ. Lomé	Licences	53.000	341.946
41	Comm. Anécho	Taxe s/les armes perfect.	55.500	55.500
42	Circ. Anécho	Taxe s/armes perfectionnées	94.500	
43	Circ. Anécho	Patentes	1.046.634	
44	Circ. Anécho	Licences	142.000	1.283.134
45	Circ. Tablighbo	Patentes	333.060	
46	Circ. Tablighbo	Licences	36.000	
47	Circ. Tablighbo	Taxe s/armes perfectionnées	10.000	379.060
48	Comm. Tsévié	Taxe s/armes perfectionnées	34.000	
49	Comm. Tsévié	Taxe sur les armes non perfectionnées	22.650	56.650
50	Circ. Tsévié	Taxe s/les armes perfect.	74.000	
51	Circ. Tsévié	Taxe sur les armes non perfectionnées	261.900	
52	Circ. Tsévié	Patentes	709.944	
53	Circ. Tsévié	Licences	119.000	1.164.844
54	Circ. Nuatja	Patentes	176.930	
55	Circ. Nuatja	Licences	20.000	
56	Circ. Nuatja	Taxe s/les armes perfect.	27.000	
57	Circ. Nuatja	Taxe sur les armes non perfectionnées	24.450	248.380
58	Comm. Palimé	Taxe sur les armes non perfectionnées	77.000	77.000
59	Circ. Klouto	Taxe s/les armes perfect.	286.000	286.000
60	Comm. Sokodé	Taxe s/les armes perfect.	145.000	145.000
61	Circ. Sokodé	Taxe s/les armes perfect.	120.000	120.000
62	Comm. Bassari	Taxe s/les armes perfect.	54.000	54.000
63	Circ. Bassari	Taxe s/les armes perfect.	46.000	46.000
64	Circ. Lama-Kara	Taxe s/les armes perfect.	32.000	32.000
65	Circ. Pagouda	Taxe s/les armes perfect.	31.000	31.000
66	Circ. Kandé	Taxe s/les armes perfect.	82.000	
67	Circ. Kandé	Taxe sur les armes non perfectionnées	300	82.300
68	Circ. Mango	Taxe s/les armes perfect.	75.000	75.000
69	Circ. Dapango	Taxe s/les armes perfect.	99.000	99.000
<i>BUDGET DE CIRCONSCRIPTION</i>				
42	Circ. Anécho	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	18.900	18.900
47	Circ. Tablighbo	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	2.000	2.000
59	Circ. Klouto	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	143.000	143.000
61	Circ. Sokodé	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	60.000	60.000
63	Circ. Bassari	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	23.000	23.000
64	Circ. Niamtougou	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	6.400	6.400
65	Circ. Pagouda	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	6.200	6.200
66	Circ. Kandé	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	20.500	
67	Circ. Kandé	Cent. add/taxe sur armes non perfect.	30	20.530
68	Circ. Mango	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	18.750	18.750
69	Circ. Dapango	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	49.500	49.500
		à reporter		4.925.000

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>Report</i>		4.925.094
		BUDGET COMMUNAL		
41	Comm. Anécho	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	11.100	11.100
58	Comm. Palimé	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	38.500	38.500
60	Comm. Sokodé	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	29.000	29.000
62	Comm. Bassari	Cent. Add/taxe s-armes perfect.	27.000	27.000
70	Comm. Anécho	Patentes 805.316 Cent. Additionnels 161.060	966.376	
71	Comm. Anécho	Licences 79.000 Centimes additionnels 15.000	94.800	1.061.176
72	Comm. Tsévié	Patentes 277.280 Centimes additionnels 27.722	305.002	
73	Comm. Tsévié	Licences 59.000 Centimes additionnels 5.900	64.900	369.902
74	Comm. Atakpamé	Patentes 1.373.129 Centimes additionnels 274.622	1.647.751	
75	Comm. Atakpamé	Licences 122.000 Cent. Additionnels 24.400	146.400	1.794.151
		Total		8.255.923

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de huit millions deux cent cinquante cinq mille neuf cent vingt trois francs est fixée au 25 mai 1960.

N° 125/MFAE/CD du :

25 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		BUDGET GENERAL		
164	Com. Lomé	Impôt B.I.C. 73.000 Impôt Général 86.834	159.834	
		BUDGET COMMUNAL		
164	Com. Lomé	Taxe de circonscription — Lomé : Commune 14.700 Centimes Additionnels 2.340	17.040	
165	—	Patentes 26.500 Centimes additionnels 4.800 Licences 5.000 Centimes Additionnels 1.000	37.300	214.174
		Total		214.174

N° 126/MFAE/CD du :

25 juin 1960. — Est approuvé et rendu exécutoire un rôle, exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET COMMUNAL				
166	Comm. Sokodé	Patentes	95.700	95.700
Total			=	95.700

N° 127/MFAE/CD du :

25 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
160	Circ. Bafilo	Taxes sur les armes perfect.	18.000	44.250
161	—	Taxe sur les armes non perfect.	26.250	
162	Circ. Bassari	Patentes	21.462	
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
160	Circ. Bafilo	Cent. Add. s-taxe s/armes perfect.	1.800	4.425
161	—	Cent. Add. s-taxe s/armes non perfect.	2.625	
BUDGET COMMUNAL				
163	Com. Bassari	Patentes 133.270	191.123	191.123
		Centimes additionnels 26.653		
		Licences 26.000		
		Centimes Addit. 5.200		
Total			=	261.260

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de deux cent soixante et un mille deux cent soixante francs est fixée au 10 juillet 1960.

N° 128/MFAE/CD du :

25 juin 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles, exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET GENERAL				
151	Comm. Lomé	Impôt B.I.C.	60.601.000	79.802.096
152	Comm. Lomé	Impôt B.I.C. 17.480.190	19.201.096	
		Impôt B.N.C. 237.680		
		Impôt général 1.483.226		
à reporter				

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>Report</i>		79.802.096
153	Comm. Lomé	Taxe progressive	75.464	
154	Comm. Lomé	Taxe progressive	63.545	
155	Comm. Lomé	Taxe progressive	110.903	
156	Comm. Lomé	Taxe progressive	281.717	80.333.725
157	Comm. Lomé	Taxe progressive	681.345	
158	Comm. Lomé	Taxe progressive	1.311.111	
159	Comm. Lomé	Taxe progressive	3.656	1.996.112
BUDGET COMMUNAL				
152	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	19.000	
153	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	296.000	
154	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	296.000	
155	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	296.000	
156	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	297.000	
157	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	289.000	
158	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	292.000	
159	Comm. Lomé	Taxe de circ. Lomé — Commune	171.000	1.956.000
Total			=	84.285.837

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de quatre vingt quatre millions deux cent quatre vingt cinq mille huit cent trente sept francs est fixée au 25 juillet 1960.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Prise de fonctions

Par arrêté et décisions :

N° 6/MJ du :

18 juin 1960. M. Riou, magistrat du 5^e grade, 5^e échelon, nouvellement mis à la disposition du Gouvernement togolais et arrivé à Lomé le 7 juin 1960, prend les fonctions de juge d'instruction près le Tribunal de deuxième classe de Lomé (indice de solde : 405).

Engagement

N° 11/D/MJ du :

27 juin 1960. — M. Anipah Thomas est engagé en qualité de planton, 1^{re} catégorie échelle A.

L'intéressé est affecté au cabinet du Ministre de la justice, et son salaire sera imputé au chapitre 12 article 2 du budget général du Togo.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

Nomination

N° 12/D/MJ du :

27 juin 1960. — M. Abouhoun Célestin, commis d'administration principal de 1^{re} classe du cadre local du Togo, directeur du cabinet du Ministre du

travail, des affaires sociales et de la fonction publique, est nommé provisoirement et cumulativement avec ses fonctions, directeur du cabinet du Ministre de la justice.

Il percevra à cet effet l'indemnité afférente à ces fonctions.

La présente décision aura effet pour compter du 21 juin 1960.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Intégrations - Affectations

N° 131/MFP/MEN du :

18 juin 1960. — M. Goudégnon Jacques, moniteur adjoint 2^e échelon, titulaire du brevet élémentaire, session de juin 1959, est intégré dans le cadre local dit supérieur de l'enseignement du 1^{er} degré en qualité d'instituteur adjoint stagiaire.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1^{er} octobre 1959.

N° 405/D/MFP du :

18 juin 1960. — M. Aladji Cléophas, aide-conducteur de 2^e classe 2^e échelon du cadre supérieur de l'agriculture du Togo, est mis à la disposition du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 8 article 5 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

N° 412/D/MFP du :

22 juin 1960. — M. Kloméga Mathieu, agent permanent 6^e catégorie échelle B, en service à la direction des finances, est affecté à l'agence spéciale de Niamtougou, en remplacement de M. Attisso Boniface, agent permanent 4^e catégorie échelle A.

Son traitement sera imputé au chapitre 10 article 8 du budget général.

M. Attisso Boniface, agent permanent 4^e catégorie échelle A, en service à l'agence spéciale de Niamtougou, est affecté à la direction des finances, en remplacement de M. Kloméga Mathieu.

Son traitement sera imputé au chapitre 10 article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} juillet 1960.

N° 415/D/MFP du :

23 juin 1960. — Mme de Gonzague Reine (née Maathey), agent permanent 2^e catégorie, échelle A, en service à la direction de la fonction publique, est affectée à l'inspection du travail et des lois sociales, en remplacement de M. Hunt Charles Georges, agent permanent.

Son traitement sera imputé au chapitre 22 article 5 du budget général.

M. Hunt Charles Georges, agent permanent 5^e catégorie échelle D, en service à l'inspection du travail et des lois sociales, est affecté à la direction de la fonction publique, en remplacement de Mme de Gonzague.

Son traitement sera imputé au chapitre 22 article 4 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 416/D/MFP du :

23 juin 1960. — Mlle Sauvée Arlette Louise, secrétaire sténotypiste contractuelle, en service au Ministère des finances, est mise à la disposition de M. le président de la chambre des députés.

Son traitement sera supporté par le budget de la chambre des députés.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 428/D/MFP du :

24 juin 1960. — M. Koffi Salomon, commis adjoint de 3^e classe du cadre local des postes et télécommunications, en service à la direction des PTT., M. Kossi Simon, secrétaire d'administration stagiaire et Mlle Bouamé Epiphane, agent permanent 5^e catégorie échelle A, en service au cabinet du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse, sont mis à la disposition du Ministre d'Etat, chargé des affaires étrangères.

Les émoluments des intéressés seront imputés au chapitre 26 du budget général du Togo.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 429/D/MFP du :

24 juin 1960. — M. Ahoussi Bernard, agent permanent 5^e catégorie échelle B, en service au cabinet du Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse, est mis à la disposition du Ministre d'état, chargé des affaires étrangères.

Son traitement sera imputé au chapitre 26 du budget général du Togo.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 430/D/MFP du :

24 juin 1960. — M. Koufo Agnami, ouvrier de 3^e classe du cadre local des travaux publics du Togo, en service au Ministère de l'intérieur, de l'information et de la presse, est mis à la disposition du Ministre d'état, chargé des affaires étrangères.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 26 du budget général du Togo.

La présente décision aura effet pour compter de la date de signature.

N° 434/D/MFP du :

27 juin 1960. — M. Duplessis Roland Raymond, conseiller rural contractuel du BDPA, de retour de congé et arrivé à Lomé le 15 juin 1960 par avion d'Air France, est remis à la disposition du Ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts.

N° 435/D/MFP du :

27 juin 1960. — Les fonctionnaires et agent ci-après désignés, sont mis à la disposition du :

Ministre des finances et des affaires économiques(pour compter du 1^{er} juin 1960)

MM. Otto Reinhard, ouvrier hors classe du cadre local des TP.

Gnofam Gabriel, ouvrier hors classe du cadre local des TP.

Banawai Michel, ouvrier de 3^e classe du cadre local des TP.

(pour compter du 15 juin 1960)

Kalipé Pierre, agent permanent 4^e catégorie échelle C (chauffeur).*Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse*

(pour compter du 15 juin 1960)

MM. Gaba John, assistant de police adjoint 4^e classe du cadre local du Togo

Sossou Tchobo, adjudant chef de police du cadre local du Togo.

Conformément aux dispositions de l'accord technique du 20 mars 1958, les émoluments des intéressés continueront à être supportés par le budget de l'Etat français jusqu'au 31 décembre 1960.

N° 132/MFP du :

28 juin 1960. — M. Bédou Benoît, chef de bureau de 1^{re} classe, 2^o échelon des SAFC de l'ex-AOF (indice local 637), remis à la disposition de la République du Togo et rayé du contrôle du personnel des fonctionnaires du Sénégal par arrêté n° 4741/MTFP/DFP.2B du 25 mai 1960, est intégré dans le cadre supérieur des services administratifs, financiers et comptables du Togo, en qualité de secrétaire d'administration de 1^{re} classe, 2^o échelon (indice local 637).

M. Bédou Benoît, secrétaire d'administration de 1^{re} classe, 2^o échelon du cadre supérieur des SAFC du Togo, est affecté au Ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 22 article 2 du budget général.

Le présent arrêté aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1960 au point de vue de l'ancienneté et du 1^{er} juillet 1960 au point de vue de la solde.

Engagement

N° 439/D/MFP du :

28 juin 1960. — M. Kolami Lengue Hilaire est engagé en qualité de planton permanent, 2^e catégorie échelle A, et mis à la disposition du Ministre d'état chargé des affaires étrangères.

Son salaire sera imputé au budget général, chapitre 26.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Rappel à l'activité

N° 133/MFP du :

28 juin 1960. — M. Tamégnon Polycarpe, ouvrier de 3^e classe du cadre local secondaire des travaux publics du Togo, placé, puis maintenu dans la position de disponibilité sans traitement par décisions n°s 624/MFP et 63/MFP des 7 juillet 1959 et 27 janvier 1960, est rappelé à l'activité pour compter du 1^{er} août 1960, et remis à la disposition du Ministre des travaux publics, des mines, des transports, des postes et télécommunications.

Ses émoluments seront imputés au chapitre 14 article 6 du budget général.

Licenciement

N° 437/D/MFP du :

27 juin 1960. — M. Agueh Gilbert, agent permanent de 2^e catégorie échelle B, en service à la mairie de Lomé, est licencié de son emploi pour faute lourde caractérisée.

Conformément à l'article 10 de l'arrêté n° 852-54/ITLS du 7 septembre 1954, M. Agueh ne peut prétendre aux indemnités de licenciement, ni au préavis d'un mois.

Il aura droit à l'indemnité de congé payé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} mars 1960.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR,
DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

ARRETE N° 57-INT/GT du 22 juin 1960 portant répartition des effectifs des gradés et gardes du corps de la garde togolaise.

Le Ministre de l'intérieur, de l'information et de la presse,

Vu la loi n° 60-10 du 23 avril 1960 modifiant l'organisation des institutions de la République togolaise;

Vu l'arrêté n° 503 du 8 septembre 1942 portant réorganisation du corps des gardes cercles du Togo;

Vu le décret n° 57-68 du 10 juillet 1957 fixant certaines dispositions statutaires, l'échelonnement hiérarchique et indiciaire, ainsi que les indemnités concernant le personnel du corps de la garde togolaise;

Sur la proposition du Commandant du corps de la garde togolaise;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La répartition des effectifs des gradés et gardes du corps de la garde togolaise est fixée comme suit :

REGION	CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE	EFFECTIF	EFFECTIFS TOTAUX PAR DÉTACHEMENT RÉGIONAL
Portion centrale :		240	240
	Peloton mobile de Sokodé		
	Peloton mobile de Sokodé	N° 1 25	
	Peloton mobile de Dapango	N° 2 25	75
Région Maritime :	Lomé 40		
	Anécho 35		
	Tabligbo 10		115
	Tsévié 30		
	Klouto 30		
Région des Plateaux :	Akposso 10		
	Atakpamé 30		80
	Nuatja 10		
Région Centrale :	Sokodé 10		
	Bafilo 10		
	Bassari 20		90
	Lama-Kara 30		
	Niamtougou 10		
Région des Savanes :	Pagouda 10		
	Kandé 10		
	Mango 30		50
	Dapango 10		
	Total	650	

ART. 2. — Les 8 pelotons mobiles de la portion centrale, les pelotons mobiles n° 1 et 2 de Sokodé et le peloton mobile de Dapango sont à la disposition du gouvernement de la République du Togo.

ART. 3. — Le présent état qui aura effet à compter du 1^{er} juillet 1960 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 22 juin 1960.

T. MALLY.

Affectation

Par arrêtés et décisions :

N° 78/D/INT/INFO du :

20 juin 1960. — M. Coulibaly Bony Randoiphe, assistant de police adjoint de 4^e classe, commissaire de police de Palimé, est nommé commissaire de

police d'Atakpamé, en remplacement de M. Ananou Maximin.

M. Ananou Maximin, assistant de police ordinaire de 2^e classe, commissaire de police d'Atakpamé, est nommé commissaire de police de Palimé.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Secrétaires de chefs de canton

Engagement

N° 76/D/INT/INFO du :

20 juin 1960. — M. Mamgba Djamgbia est engagé en qualité de secrétaire du chef de canton de Panan, en remplacement de M. Tiem André, licencié.

L'intéressé aura droit à une indemnité annuelle de fonctions de 90.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, chapitre 8, article 6.

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Licenciement

N° 77/D/INT/INFO du :

20 juin 1960. — M. Tiem André, secrétaire du chef de canton de Pana (circonscription de Dapango), est licencié de ses fonctions.

La présente décision prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Interdiction de séjour

N° 59/INT/INFO du :

25 juin 1960. — Le séjour dans toute l'étendue de la République du Togo est interdit :

a) à l'exception de la circonscription administrative de Klouto, pour une durée de cinq ans, à compter du 15 juillet 1960, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Ahokou Yao William, détenu à la prison civile de Sokodé (circonscription dudit), né

vers 1931 à Agou-Gnongbo (Palimé) y demeurant, fils de Ahokou Georges et de Adjoua Maria, présidigitateur, condamné pour escroquerie à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour par jugement en date du 29 juillet 1959 (F.D. 13.434/12.232) —

b) à l'exception de la circonscription administrative de Dapango, pour une durée de cinq ans, à compter du 27 juin 1959, date d'expiration de sa peine de prison, au nommé Kombaté Kodjo, détenu à la prison civile de Lomé (circonscription dudit), né en 1940 à Bombouaka (Dapango), fils de Kombaté Parkou et de Tandjo, apprenti mécanicien, demeurant au quartier Zongo-Lomé, condamné pour vol à deux ans de sursis et cinq ans d'interdiction de séjour par arrêt en date du 27 juin 1959 du Tribunal supérieur d'appel du Togo (F.D. 11.154/45.225).

Les infractions au présent arrêté seront sanctionnées conformément aux dispositions de l'article 45 du code pénal.

Rôles

N° 49 bis/INT/INFO du :

31 mai 1960. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles de régularisation, exercice 1959 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
502	Com. Sokodé	Taxe de circonscription	3.000	3.000
503	Circ. Sokodé	Taxe de circonscription	10.800	10.800
BUDGET COMMUNAL				
502	Com. Sokodé	Centimes additionnels sur T.C.	300	300
Total				14.100

N° 58/INT/INFO du :

23 juin 1960. — Est approuvé et rendu exécutoire un rôle, exercice 1960 ci-après :

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
BUDGET DE CIRCONSCRIPTION				
122	Circ. Tsévié	Taxe de circonscription	1.840	1.840
Total				1.840

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS,
DES MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES
ET TÉLÉCOMMUNICATIONS

Affectations

Par décisions :

N° 116/D/MTP/PT du :

24 juin 1960. — M. Koffi Salomon, commis adjoint de 3^e classe du cadre local des postes et télécommunications du Togo, en service à Lomé, est remis à la disposition du Ministre de la fonction publique.

La présente décision aura effet à compter de la date de sa signature.

N° 120/D/MPT/PT du :

25 juin 1960. — M.M. Ekue Félix, commis ordinaire de 3^e échelon et Jonhson Y. Théophile, commis stagiaire du cadre local des postes et télécommunications de la République de la Côte d'Ivoire, en instance de détachement au Togo et nouvellement affectés au Ministère des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications, sont mis à la disposition du chef du service des postes et télécommunications.

Leurs émoluments sont imputables au chapitre 14 article 7 du budget général.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

N° 123/D/MTP/TP du :

28 juin 1960. — M. Yébli Djamongué, surveillant de 1^{re} classe 2^e échelon du cadre supérieur des travaux publics du Togo, en service à la subdivision des travaux publics du nord à Sokodé, est affecté à la subdivision des travaux publics Mango/Dapango avec résidence à Dapango, en remplacement de M. Bagna Yaovi.

M. Bagna Yaovi, ouvrier de 4^e classe du cadre local secondaire des travaux publics, en service à Dapango, est affecté à la subdivision des travaux publics du nord avec résidence à Sokodé, en remplacement de M. Sant'Anna Emmanuel, affecté à Lama-Kara.

La solde des intéressés reste imputable au budget général chapitre 14 — article 6.

La présente décision prendra effet à compter de la date de sa signature.

Sanctions disciplinaires

N° 113/D/MTP/CFT du :

21 juin 1960. — Un blâme est infligé à M. Atakati François, chef de brigade de 2^e classe du cadre local des chemins de fer et du wharf du Togo pour :

« Négligence professionnelle ».

N° 115/D/MTP/CFT du :

23 juin 1960. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à M. Comlanvi Kini André, ouvrier de 2^e classe du cadre local des chemins de fer du Togo pour :

« Mauvaise manière de servir et rébellion envers son chef hiérarchique ».

N° 114/D/MTP/CFT du :

23 juin 1960. — Un blâme avec inscription au dossier est infligé à chacun des agents dont les noms suivent :

M.M. Wolf Romain, mécanicien de 1^{re} classe et Danon Vincent, mécanicien de 3^e classe du cadre local des chemins de fer et du wharf du Togo pour :

« Faute professionnelle ».

N° 117/D/MTP/CFT du :

24 juin 1960. — Un blâme est infligé à M. Alladé Comlan Samuel, chef d'équipe principal de 1^{re} classe du cadre local des chemins de fer et du wharf du Togo pour :

« Mauvaise manière de servir ».

N° 121/D/MTP/CFT du :

25 juin 1960. — Le conducteur permanent Akakpou Pierre, Mle 10.124 échelle E échelon 4, en service au réseau des chemins de fer et du wharf du Togo (Traction), est rétrogradé à l'échelle D échelon 4 à titre de dernier avertissement avant licenciement pour le motif suivant :

« Faute grave en service ».

La présente décision aura effet pour compter de la date de sa signature.

Licenciement

N° 122/D/MTP/TP du :

25 juin 1960. — M. Goeh Akue Daniel, dessinateur permanent 2^e catégorie, échelle D, engagé le 20 septembre 1955, en service à l'arrondissement de l'hydraulique et de l'électricité des T.P., est licencié de son emploi pour faute lourde, pour compter du 1^{er} juillet 1960.

L'intéressé ne pourra prétendre qu'à une indemnité compensatrice de congé au prorata du temps de service effectué depuis son dernier congé.

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE
ET DES EAUX ET FORÊTS**

Cessions payantes

N° 72/D/MA du :

20 juin 1960. — Le régisseur de la caisse de menues recettes du service de l'élevage du Togo est autorisé à opérer les cessions payantes suivantes pour la vente de :

1 bœuf N'Dama à la station de Dapango

111 moutons à l'Est-Mono

1 vache N'Dama stérile à la station de Dapango.

Le produit de cette vente sera versé au trésor et imputé au budget général du Togo.

Affectations - Mutations

Par décisions :

N° 70/D/MA/AG du :

17 juin 1960. — M. Mensah Paul, aide-conducteur principal de 1^{er} échelon des travaux agricoles de l'ex-A.O.F., indice 491, précédemment en service à la section protection des végétaux à Lomé, est affecté à Palimé et nommé chef de la circonscription agricole de Klouto, directeur de la ferme expérimentale de Tové avec résidence à Tové, en remplacement de M. Bédu Vincent, appelé à d'autres fonctions.

La solde et les accessoires de solde de M. Mensah sont toujours imputables au budget général — chapitre 16 — article 4.

N° 73/D/MA/EL du :

23 juin 1960. — M. Kagnopole Amidou Bernard, surveillant d'élevage 1^{re} catégorie échelle B, précédemment en service au poste d'élevage d'Anécho-Zébé, est muté à Dapango (station de Nassablé).

M. Ali Idrissou, vaccinateur 3^e classe 3^e zone, précédemment en service au centre d'élevage de Dapango, est muté au poste vétérinaire d'Anécho-Zébé, en remplacement numérique de Kagnopole Amidou Bernard. Le salaire des intéressés est imputable au budget général, chapitre 16, article 5.

La présente décision prendra effet pour compter du 1^{er} juillet 1960.

N° 77/D/MA/EF du :

27 juin 1960. — M. Amouzou Mathieu, chauffeur permanent 2^e catégorie échelle C, en service à l'inspection forestière du centre à Palimé, rétribué sur le

budget général — chapitre 16 — article 6, est affecté à l'inspection forestière de Sokodé pour servir à Sokodé.

M. Ayivor Isaac, chauffeur journalier, en service à l'inspection forestière de Sokodé, rétribué sur le budget général, chapitre 17 — article 5, est affecté à l'inspection forestière du centre pour servir à Palimé, en remplacement du chauffeur Amouzou, muté.

Les dépenses découlant de ces déplacements sont imputables au budget général — chapitre 16 — article 6 en ce qui concerne Amouzou Mathieu et chapitre 17 — article 5 pour ce qui est de Ayivor Isaac.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Affectation

Par décisions :

N° 95/D/MEN du :

18 juin 1960. — M. Johnson Apam Gabriel, docteur ès-sciences d'Etat, engagé par décision n° 327/MFP du 24 mai 1960, est affecté à la direction de l'enseignement en qualité de directeur-adjoint.

M. Johnson est autorisé à donner à ceux qui le désirent et qui en remplissent les conditions, des cours et travaux pratiques de sciences naturelles en vue du C.A.P.S. ou de l'agrégation. Il est également à leur disposition pour l'enseignement des méthodes de recherches et pour la préparation des diplômes d'études supérieures de sa spécialité.

La présente décision aura effet pour compter du 20 juin 1960.

Autorisations d'enseigner

N° 97/D/MEN du :

24 juin 1960. — L'autorisation d'enseigner dans les écoles de la mission évangélique du Togo est accordée pour l'année scolaire 1959-1960 aux moniteurs ci-après désignés :

Agama Clara Mawuli	Kposi Gad
Awitor Nathaniel	Kouéviakoé Eugénie
Kodjo Newelle	Lamewona Winfried
Kpodo Vincent	Tchikou Kokou William

Candidats admis au concours d'entrée en 6^{ème} des établissements secondaires

N° 96/D/MEN du :

21 juin 1960. — Sont admis au concours d'entrée en 6^e et classés par ordre alphabétique dans les différents établissements secondaires du territoire les élèves dont les noms suivent :

1^o — LYCEE GOUVERNEUR BONNECARRERE

N ^o D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
1	Agbodo Joseph	O. Sanoussi
2	Agbogah Paula	N. D. A. Amoutivé
3	Ajavon Albert	O. Bohn
4	Ahodikpè Martin Tètè	St. Joseph
5	Adozouhoin Kokou Bénédictus	O. Agomé-Glozou
6	Ayité Mensah Roger	O. Vogan-Marché
7	Amegnran Kodjo Théodore	O. Vogan-Marché
8	Amoussou Messanvi Paul	O. Vokoutimé
9	Apaloo Komlan	O. Glidji
10	André Messanvi Momoinvi	O. Aklakou
11	André Daniel Pierre	O. Agomé-Glozou
12	Aheto Libert Adjoa	C. C. Woamé
13	Amegah Pierre	O. Kpadapé
14	Amelifo Koffi Prosper	Méth. E. Palimé
15	Awuté Amevor F. Misbertine	O. Palimé
16	Agboyibo Kodjo	M. C. Dayes-Kudjavi
17	Apaloo Benoto	O. Dayes-Apéyéme
18	Adika Samuel	O. Gadjagan
19	Avougla Koffi Chrétien	O. Agou-Nyongbo
20	Adjassiklo Chrétien	Méth. E. Klonou
21	Amadou Guinguina	O. Mixte Mango
22	Ameganvi Thomas Théophile Folikoué	O. Mixte Mango
23	Allaglo Pierre	O. Kandé
24	Assi Abidé	O. Mixte Mango
25	Adjakli Hopah	O. Mixte Zalivé
26	Akakpo Foly Gilbert	O. Kouméa
27	Anoumou Yawo Antoine	O. Nuatja
28	Akakpo Mafasso	O. Lom-Nava
29	Aregba Ankoumé	O. Tsévié
30	Adadé Eben-Ezer	O. Sanoussi
31	Ahodikpè Philippe Roger Tètè	St. Joseph
32	Bansah Kodjovi Hope	O. Palimé
33	Bidjolo Bernard	M. Evang. Agomé-Tomégbé
34	Batlry Marie Claire	O. Marina
35	Carboni Charles	O. Marina
36	Claveranne M. Jeanne	O. Marina
37	D'Almeida Ayélé Lucie	O. Albert Sarraut
38	Djelou Kokoutsè	O. Aflao
39	Dosseh Benjamin Bénédictus	O. Agomé-Glozou
40	Dagadou Koffi	O. Palimé
41	Do Koffi Benjamin	M. Evang. Palimé
42	Dorkenou Antoine Koffi	O. Gare-Palimé
43	Diogo Eugénie	O. Kandé
44	Dagadou Kodzo Théodore	M. C. Tovégan
45	Dossou A. Louise	O. Blitta
46	Dzogbekloh K. Benoît	Application Atakpamé
47	De Souza Emmanuel Marie	Application Atakpamé
48	Dé Joussineau Yves	O. Marina
49	Etsé Benjamin Yao	O. Kpadapé
50	Ekpegba Etienne Komi	O. Dayes-Apéyéme
51	Fiadje Yawo Emmanuél	M. C. Palimé
52	Fumey Marie Stella Adjélé	O. Mixte Mango
53	Fiadjigbe Atsou Samuel	M. C. Tovégan
54	Feli Dovi	M. C. Tsévié
55	Guede Komlan Basile	O. Gadjagan
56	Guerin Patrick	O. Marina
57	Hukportie Victorine	O. Bohn

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
58	Houkpati Eko	O. Améganran
59	Houssinou Tassimé Christophe	M. C. Aklakou
60	Kakpovi Koudokpo	O. Améganran
61	Kpodar Françoise Véronique	O. Vogan-Marché
62	Kalipé Janvier	M. C. Vogan
63	Koffigoh Kokou Joseph	O. Sokodé
64	Koffi Abra Nora	O. Tinikopé
65	Komi Justin	O. Dayes-N'Digbé
66	Kpango Kparo	O. Kandé
67	Kodjo Yovo	O. Anié
68	Kumounou Stella	O. Bohn
69	Kitissou Marcel	O. Sanoussi
70	Kouanvih Antè Philippe	O. Kutschenritter
71	Lawson Alfred Boèvi	O. Sokodé
72	Latzoo Isidore	O. Kévé
73	Lafage Philippe	O. Marina
74	Messan Kokou	O. Tokpli
75	Mawoudekou Kossi Emmanuel	O. Dayes-Apéyéme
76	Mensah Kouami Emmanuel	O. Gadjagan
77	Madjoulba Alphonse	M. C. St. Antoine Padoue
78	Nounannon Zénagé	O. Séko
79	Nutsugan Adjowa	O. Palimé
80	Ocloo Innocent	O. Dayes-Apéyéme
81	Pagbaya Augustin	M. Evang. Lama-Kara
82	Sronvi Kouassi	O. Etoiles — Lomé
83	Simtokna Daga Sébastien	O. Niamtougou
84	Sewa Bernard	O. Etoiles — Lomé
85	Tohoun Nator	O. Sanoussi
86	Tchabouré Gogué	O. Etoiles — Lomé
87	Tebou Koffi Jonas	O. Agomé-Glozou
88	Toyo Aissan	O. Agomé-Glozou
89	Toyo Tovi	O. Agomé-Glozou
90	Tay Kodjo Abalo Emmanuel	M. Evang. Agou-Akplolo
91	Tsé Emmanuel	O. Lanvié
92	Tsipotu K. Luc	M. C. Dadja (Atakpamé)
93	Touglo Jules	O. Baguida
94	Tèko Dédé	O. Bè-Gare
95	Viotey Francis	O. Bohn
96	Zognra Seth	M. Evang. Tsiviépé

2° — COURS COMPLEMENTAIRE DE VOGAN

1	Ajavon Isabelle	O. Agouévé
2	Ajavon Laurent	O. Nyékonakpoè
3	Adjiaka Assogba	O. Glidji
4	Akayi Dodji Saturnin	O. Agouévé
5	Adodjissih Emile	O. Adjido Anécho
6	Ameganvie Gladstone	O. Nyékonakpoè
7	Amedjro Adjouavi	O. Ahépé
8	Amedjro Mayé Joseph	O. Ahépé
9	Amegnignon Kossi	O. Vogan
10	Assignon Albert	O. Ahépé
11	Aziale Anoumou	O. Akoumapé
12	Byll Catarià	M. C. Anécho
13	Djabou Amakoé Paul	O. Glidji
14	Eдорh Raphaël	O. Rte. d'Anécho — Lomé
15	Helle Kotoka François	O. Tabligbo
16	Houédakor Tétévi Simplicé	O. Afagnagan
17	Hato Kouakou	Méth. Anécho
18	Kangni Tèko	O. Zowla

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
19	Kougnaglo Afassimé	O. Ahépé
20	Kodjovi Rosaline	N. D. A. Anécho
21	Kinvi Joseph	O. Aklakou
22	Kuégah Ekué Fortuné	O. Kutschenritter
23	Koumou Katévi	O. Séko
24	Mensah Irène	O. Ménagère — Lomé
25	Messan Sessinou	O. Aklakou
26	Mezotsi Fassinou Joseph	M. C. Vogan
27	Messanvi Folly Godfroy	M. C. Togoville
28	Sallah Ekué Cyprien	O. Afagnagan
29	Salaou Makandjou	O. Séko
30	Soulé Raoufou	O. Lom-Nava — Atakpamé
31	Tiassou Béatrice	O. Ahépé
32	Tété Innocent	M. C. Tokpli
33	Togbévi Assiongbor	M. C. Vogan
34	Togbonou Kodjo François	O. Vogan
35	Zinsou Agbéko	S. J. Porto-Séguo

3° — COURS COMPLEMENTAIRE DE PALIME

1	Abaya Yao Samuel	O. Agou-Gare
2	Adassou Mawoussi	O. Akata
3	Adekpe Kokou	O. Kévé
4	Adeve Stanislas	M. C. Adéta
5	Agbovi Kodjo Jonathan	O. Kévé
6	Atri Koffi Japhet	O. Amoussoukopé
7	Ametepe Yawo Simon	O. Lanvié
8	Assiamoua Rufin	M. C. Palimé
9	Atchu Dan Hoppe	O. Danyi Elavagnon
10	Aziaho Koffi Simon	O. Kévé
11	Avia Alex	O. Woamé
12	Bonu Joseph	O. Palimé
13	Dogboé Kokou Thomotée	M. E. Woamé
14	Doh Ben Koku	O. Palimé
15	Djodope Komi Emmanuel	O. Palimé
16	Ekrui Kossi Jonas	M. C. Palimé
17	Egli Edjo Emmanuel	O. Dayes-N'Digbé
18	Egbevo Abra Comfort	O. Tinikopé
19	Hadonou Kokou Joseph	C. C. Woamé
20	Kpanazo Kodja Winfried	O. Agou-Gare
21	Komlan Alphonse	M. E. Klonou
22	Koko Kossi Simon	O. Agou-Gare
23	Koffigan Jean	C. C. Woamé
24	Kpodjahon Simon	O. Agou-Gare
25	Kutuadu Aku Fidélia	O. Agou-Agbétiko
26	Koffi Adolphe	O. Palimé
27	Kodjo Komivi William	M. C. Palimé
28	Mawudo Komlan Seth	O. Akata
29	Neglo Vitalis Laurence	M. E. Palimé
30	Nyidikou Yawo Japhet	M. E. Dagbadzi
31	Parkoo Laurent	C. C. Woamé
32	Kanlé Barthélémy	O. Agou-Gare
33	Sodji Yonas Jos Ahlin	O. Kouma-Tokpli
34	Yado Charité Afua	M. E. Agomé-Tomégbé
35	Yovo François	M. C. Adéta

4° — ECOLE NORMALE D'ATAKPAME

1	Afanoukoé Désiré	O. Gbodjomé
2	Ahlongan Nusuti Jean	M. C. Afagnan-Bléta
3	Agbenoko Amélé Amélie	O. Agou-Gare

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
4	Adjoh Kossi Paul	O. Nuatja
5	Allaglo Lucien André	O. Kandé
6	Amouzouvi Koffi	O. Bogamé
7	Anani Akakpo André	O. Davié
8	Aoussa Djobo Kossi Roger	O. Sokodé
9	Ativi Ayélé	O. Agouévé
10	Atakai Samé	O. Sotouboua
11	Ayako Kokou	O. Ahépé
12	Boukari Adam	O. Bassari
13	Boehm Godwin	O. Nyékonakpoè
14	Dougah Yaovi René	O. Mango
15	Dessaba Michel	O. Ahépé
16	Deffon Ayao Célestin	O. Rte. d'Anécho
17	Houmey Anani Pierre	M. C. Tabligbo
18	Issaka Ezzo	O. Sotouboua
19	Kassam Koffi	O. Bè-Gare
20	Koffi Foli	O. Anfoin
21	Kloutsé Afi Véronique	O. Agou-Gare
22	Kpadenou Ahouéfa Ayoko	O. Mango
23	Kpatchama Adjalté	O. Camp — Lomé
24	Louigui Kokou	O. Application
25	Messanvi Afantchao	O. Didauré — Sokodé
26	Mable Rosalie	O. Bassari
27	Nadio Namah	O. Mango
28	Touléassi Franciska	O. Amou-Oblo
29	Tchakéi Assoumanou	O. Sotouboua
30	Zozo Ameyovi	O. Camp — Lomé

5° — ECOLE PRATIQUE DE COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE SOKODE

1	Abotsi Kossi Valentin	O. Bémé-Toutou
2	Adakanou Gassé Akakpo	O. Tchêkpo
3	Affanou Kouassi André	M. C. Anécho
4	Afanlon Gamélé	O. Attitogon
5	Afanya Kosso Kossi André	M. C. Amoutivé
6	Ahué Etsé	O. Sokodé
7	Amah Mirrha Dédé Prudencia	O. Rte. d'Anécho
8	Amedodji Komlanvi Adolphe	O. Dayes-Apéyéme
9	Ametognissé Amouzou	O. Afagnagan
10	Amenouvé Kossi	O. Agomé-Glozou
11	Anani Pierre Agossou	O. Badougbé
12	Assilénon Danhoussou	O. Tchêkpo
13	Avossè Akakpo	O. Tchêkpo
14	Dégboé Koffi Emmanuel	E. Klonou
15	Dossiah Mensan Michel	O. Badja
16	Ezoukpé Kwadjo François	O. Bémé-Toutou
17	Foli Mensah	O. Aklakou
18	Fioklou Folivi Thomas	O. Aflao
19	Gado Allassani Souleymana	O. Bafilo
20	Gidi Kossikuma Martin	O. Dayes-Apéyéme
21	Govinan Messan Max	O. Rte. d'Anécho
22	Gozo Kouassi Robert	M. C. Amoutivé
23	Kpede Amédjonou Simon	O. Badougbé
24	Koudoyor Messan Kangni Philippe	O. Rte. d'Anécho
25	Kolou Kossi	O. Koumondé
26	Kpétémé Koffi	O. Aklakou
27	Kpognon Kokoè Jeanne	O. Zébévi
28	Kpodo Koffi	O. Tchêkpo
29	Mama Omorou	O. Mango
30	Mekedehoun Komlanvi	O. Amégnran

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
31	Michel Agbahounzo	O. Aklakou
32	Mouzou Hodédji Jean-Marie	O. Kpékplémé
33	Moneddji Koffi	O. Tchêkpo
34	Nana Djababou	O. Mango
35	Nanevi Guémienne	O. Sarraut
36	Tay Kokou Pierre	M. E. Agou-Akplolo
37	Tchikili Badaka Pierre	M. C. Sokodé
38	Tebor Kossivi Raymond	M. C. Tabligbo
39	Tengué Koassi Chrétien	M. E. Agou-Akplolo
40	Tossah Komi Jacques	O. Dayes-Apéyéme
41	Zato Benoît	O. Koumondé
42	Zato Y. Assoumanou	O. Koumondé
43	Zognran Kossivi Bernard	O. Rte. d'Anécho

6° — COLLEGE MODERNE DE SOKODE

1	Abete Pierre Egoulou	O. Sotouboua
2	Ablouka François	O. Kétau
3	Adam Alassane	O. Sokodé
4	Adaki Bidjolou	O. Kétau
5	Adjaho Victor	O. Kponvié
6	Afagbom Emmanuel Georges	O. Adjido
7	Afo Issaka	O. Bassari
8	Afutou Kokou	O. Dapango
9	Agba Kondi	O. Kabou
10	Agbahey Johannes Edoh	O. Tado
11	Agbessi Komlan Winfried	O. Danyi-Elavagnon
12	Agbodo Comlanvi Vincent	O. Sokodé
13	Akakpo Comlan	O. Niamtougou
14	Akpaglo Adato Nicolas	O. Mango
15	Aladji Awalé Amoussa	O. Kétau
16	Alidou Léopold	O. Lama-Kara
17	Amouzou Yaovi	O. Sokodé
18	Amoussouvi Mawouégan	O. Abobo
19	Aratime Fissa	O. Kandé
20	Ayéva Aminatou	O. Tabligbo
21	Ayéva Moutarou	O. Tabligbo
22	Ayéko Ovoudougnon	M. C. Chra
23	Awitina Sylvana	O. Vogan-Marché
24	Babake Prosper	O. Niamtougou
25	Barcola Salifou	O. Bassari
26	Béao Atchabao	O. Koussountou
27	Beguemsi Toi	O. Koutoukpa
28	Bidjabi Kokou	O. Sokodé
29	Bini Kilim	O. Korbongou
30	Boudouma Bagbéna	O. Kétau
31	Boukpassi Kodjo	O. Niamtougou
32	Daoune Boukari	O. Bassari
33	Domingo Aboudou Moutiou	O. Rte. d'Anécho
34	Doe Prosper Kouami	O. Rte. d'Anécho
35	Doufle Koffi John	O. Agou-Gare
36	Dorcis Akpaglo Eugène	O. Agoulou
37	Dumegan Kodjo Justin	O. Lanvié
38	Djaka Komlan Robert	O. Mission-Tové
39	Ekpé Patience	O. ex-école filles
40	Faré Napo Antoine	O. Bassari
41	Gaba Gabriel	O. Sanoussi
42	Gaké Ottilia	M. E. Klabé-Marché
43	Gbenou Akakpovi	O. Vogan-Marché
44	Golo Mathias	O. Akata
45	Gnofam André	O. Sokodé

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
46	Honuto Félicia	O. Agou-Agbétiko
47	Issizaiwa Tchandja	O. Lama-Kara
48	Kerim Adam	O. Bassari
49	Kezie Tchagbaou	O. Lama-Kara
50	Kondi Kpindi Anastasie	O. Bassari
51	Koumira Christophe	O. Pagouda
52	Kouwonou Yao Samuel	O. Zolo
53	Koudoha Aubert	O. Blitta
54	Koakame Ouebé Gregoire	O. Koumongou
55	Kondo Aboudou	O. Didauré
56	Kpekou Paul	O. Palimé-Gare
57	Kpodar Têko	O. Blitta
58	Kpini Jean Kossi Kouma	O. Bémé-Toutou
59	Koumassi Assouma	O. Niamtougou
60	Mohaman Bouraïma	O. Sokodé
61	Moumouni Saïbou	O. Sokodé
62	Nandja Soulemana	O. Kabou
63	Nadiedjoa Lendi	O. Manço
64	N'Djalawe Rakaoul	O. Sara-Kawa
65	Okouma Philippe	O. Sokodé
66	Sao Eyalakiyem	O. Kétao
67	Sontoua Nandogna	O. Niamtougou
68	Soule Kossi Antoine	O. Bassari
69	Tchassim Sosso	O. Sotouboua
70	Tchaniley Maman	O. Bafilo
71	Tchevi Kodjo Jules	O. Nuatja
72	Titipo Zoumaro	O. Mango
73	Tidjani Saka	O. Kouméa
74	Yékplé Kouma	O. Tsévié
75	Yélé Amphonse	O. Kétao

7° — COLLEGE SAINT JOSEPH DE LOME

1	Abobi Dosseh Georges	Cathédrale
2	Abotsi Kossi	M. C. Tsévié
3	Achille Eccarius Marius	Cathédrale
4	Adjétey Antoine	M. C. Amoutivé
5	Agbabi Victor	M. C. Agou
6	Agbenfa Bossou	O. Aklakou
7	Agbeli Mathéo	St. Joseph
8	Agbovi Charles Robert	M. C. Palimé
9	Ahadji Valentin	M. C. Agou
10	Ajavon Pierre	St. Joseph
11	Ajavon Paul	St. Joseph
12	Alowanou Koffi	M. C. Badou
13	Amah Ayité	St. Joseph
14	Amelewonou Eusèbe	M. C. Amoutivé
15	Amétépé Rémy	St. Joseph
16	Ametohéovo Lucas	O. Dayes-Apéyéme
17	Amouzou Antoine	St. Joseph
18	Anika Toussaint	M. C. Tsévié
19	Assi Marc	M. C. Lama-Kara
20	Aziavi Emmanuel	M. C. Palimé
21	Badjeme Gaston	O. Sotouboua
22	Bruce Tobias	St. Joseph
23	Denadou Mathieu Calixte	St. Joseph
24	Divo Honoré	O. Sokodé
25	Dovi Flavien	St. Joseph
26	Douti Marcel	M. C. Bombouaka
27	Dosseh Jean	St. Joseph
28	Eklou Macaire	M. C. Togoville

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
29	Ekouhoho Christophe	Cathédrale
30	Ezor Nicolas	M. C. Agou
31	Flagbo Jean	O. Palimé
32	Foadey Max Jocelyn	Cathédrale
33	Gbikpi François	St. Joseph
34	Gbloéva Jean	M. C. Vogan
35	Goka Daniel	O. Palimé
36	Goerke Eugène	St. Joseph
37	Grunitzky Eric	St. Joseph
38	Cuénou Mathias	M. C. Amoutivé
39	Hégnon François	O. Djagblé
40	Hounkpati Pascal	M. C. Tabligbo
41	Komlan Ahloko	M. C. Tsévié
42	Kponton Francis	St. Joseph
43	Kroukou Kouami	M. C. Bassari
44	Lawson Eben-Ezer	O. Sotouboua
45	Maboudou Paul	St. Joseph
46	Maman Achirou	O. Palimé
47	Messanh Symphorien	Cathédrale
48	Mensa Emmanuel	M. C. Agadji
49	Nubukpo Fidèle	St. Joseph
50	Nyadjogbe, Koffi	M. C. Atakpamé
51	Sagnan Remy	M. C. Atakpamé
52	Seshie Michel	M. C. Kodjoviakopé
53	Seddoh Paul	St. Joseph
54	Sewavi Antoine	Cathédrale
55	Sitti Max	St. Joseph
56	Takouda Denis	M. C. Tcharé
57	Tossou Pierre	M. C. Tsévié
58	Vovor Emmanuel	St. Joseph
59	Vouke Emmanuel	St. Joseph
60	Wassungu Isidore	O. Niamtougou

8° — COLLEGE NOTRE-DAME DES APOTRES

1	Aboki Emma	N. D. A. Lomé
2	Adams Ernestine	O. Palimé
3	Addra Augustine	N. D. A. Lomé
4	Agbétrobu Thérèse Agbéhodé	N. D. A. Lomé
5	Agboku Jeannette	C. Atakpamé
6	Akué Sophie	O. Kutschenritter
7	Akpabie Antonice	N. D. A. Lomé
8	Amégee Marcelle	N. D. A. Lomé
9	Amoussou Christine	N. D. A. Lomé
10	Atayi Cyprienne	N. D. A. Lomé
11	Ayih Emilie	O. Nyékonakpoè
12	Daké Esther	C. Adéta
13	Dan Béatrice	C. Nyékonakpoè
14	Djalhi Anastasie	N. D. A. Lomé
15	Dégboé Marguerite	N. D. A. Lomé
16	Ebleza Catherine	N. D. A. Lomé
17	Eklou Abra Paula	O. Palimé
18	Gagli Simone	N. D. A. Lomé
19	Gavand Marie France	N. D. A. Lomé
20	Johnson Edwige	N. D. A. Lomé
21	Kambia Bébozèwé Louise	C. Tcharé
22	Kossi Ama Patience	M. E. Tové
23	Kuvodu Charlotte	N. D. A. Lomé
24	Kutumua Adolphine	C. Atakpamé
25	Laison Immaculée Dédé	C. Atakpamé
26	Ohin Elsie	N. D. A. Lomé

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
27	Sanvee Laure	N. D. A. Lomé
28	Sassou Anna Tsotsovi	C. Agbelouhoé
29	Seddoh Elise	C. Atakpamé
30	de Souza Akoua Justine	E. Lomé
31	Svahn Marie Hélène	C. Anécho
32	Talaké Chantal Afémai	C. Yadé
33	Tonglo Delphine Akoélé	C. Anécho
34	Touglo Jeanne Kokovi	C. Anécho
35	Tété Véronique	N. D. A. Amoutivé

9° — COURS COMPLEMENTAIRE EVANGELIQUE DE LOME

1	Abotsi Komi Laurent	E. Agou-Klonou
2	Adatsi Atta Jules	E. Alsace Lorraine
3	Adjessi David	E. Agou-Akplolo
4	Agbénafah Ablewovi	E. Alsace Lorraine
5	Akakpo Emmanuel	E. Agou-Nyongbo
6	Ampa Nicodémus	O. Albert Sarraut
7	Armah Mosis	O. Porto-Séguro
8	Assie Ayaovi	E. Agou-Nyongbo
9	Assogba Messan	O. Aklakou
10	Assiongbon Philippe Kouessan	O. Badougbe
11	Assiongbon Emmanuel Folly	O. Badougbe
12	Assou Nicolas	O. Avévé
13	Awumé Yawo Nelson	E. Alsace Lorraine
14	Bitori Tchara K. Denis	E. Farendé
15	Bossou Komlanvi	O. Aklakou
16	Bruce Ablavi Victorine	O. Kutschenritter
17	Dogba Félix Kodjo	E. Woamé
18	Dzotsi Timothée	E. Kouma-Adamé
19	Doh Ernestine	O. Badja
20	Edjaré Bassangame Confort	E. Pya
21	Edoé Tèvi Vincent	O. Badougbe
22	Edoh Tougnaglo	O. Porto-Séguro
23	Gbédédzi Komlan Chrétien	O. Lanvié
24	Johnson Kuassi Jean	O. Bè-Gare
25	Kézie Botchona	E. Lama-Kpétah
26	Klutsé Yao Joffrey	E. Woamé
27	Koulouma Kpatcha	E. Houdé
28	Kougnassouko Philippe	E. Amou-Oblo
29	Kpétigo Komlan Godwin	E. Palimé
30	Lassey Robert Mensah	Méth. Anécho
31	N'Bouké Yawo	O. Tokpli
32	Paoua Froment	E. Lama-Kpétah
33	Sadzo Gilbert	E. Tsiviépé
34	Yoholou Komlan Antoine	E. Bè
35	Yao Etienne	E. Landa
36	Watou Bitalani	E. Landa
37	Zoglie Abra Patience	O. Gadjagan
38	Fiagan Fidélia	E. Tsévié

10° — ECOLE NORMALE DE TOGOVILLE

1	Adandé René Sémalon	O. Avévé
2	Adabra Kossivi Frédéric	O. Tinikopé
3	Adjafé Koffi Emmanuel	C. Klonou
4	Affo Gabriel	C. Kpété-Maflo
5	Agbo Timothée	C. Lomé-(Cathédrale)
6	Agbéviadé Kossi	C. Kovié
7	Akoété Michel	C. Togoville
8	Anko Martin	C. Atakpamé

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
9	Anika Mathieu Kouma	C. Badou
10	Amégee Koffi Achille	C. Lomé-(Cathédrale)
11	Alaba Edouard Tchaa	C. Yadé
12	Apédo Lucien Koassivi	C. Assahun — Fiagbé
13	Assou Kossi	O. Avévé
14	Ashiongbor Ayi Gervais	C. Lomé-(Cathédrale)
15	Atsutsé Michel	C. Adéta
16	Awa Kossivi Edouard	C. Anonoé
17	Boyodi Sidjalimi	C. Ayengré
18	Dakey Kuma	C. Atakpamé
19	Djato Koffi Raphaël	C. Bassari
20	Fantoho Koffi Emmanuel	C. Anié
21	Fiokou Benoît	O. Ghodjomé
22	Ekimé Blaise	C. Lama-Kara
23	Gnansa Nestor	C. Tcharé
24	Kazi Padja	C. Soumdina
25	Kpégloh Emile	C. Nuatja
26	Kitégi James	O. Bohn
27	Komi Jean	C. Palimé
28	Koumatékpo Joseph	C. Togoville
29	Kpodonou Albert	C. Noépé
30	Lawson Cornélius	O. Nyitoé
31	Messi Sévérin	C. Anécho
32	Tokou Zinsè Simon	C. Togoville
33	Zénégba Kodjo Emmanuel	C. Assahoun

11° — COURS COMPLEMENTAIRE DE TSEVIE St. PIE X

1	Azianoto Komi Germain	M. C. Agou
2	Akakpo Théodore	O. Tsévié
3	Akuma Vincent	M. C. Gapé
4	Agbétoka Kuawo Sylvain	M. C. Adjido
5	Akuéson Isidore	M. C. Cathédrale — Lomé
6	Aholou Djossou	St. Joseph — Porto-Séguro
7	Abotsi Yawo Antoine	M. C. Palimé
8	Akpoboua Albert Komlan	M. C. Tsévié
9	Assilénou Koffi Paul	M. C. Kpomé-Tahassi
10	Azonguénou Mathéo Kwami	Mission-Tové (Tsévié)
11	Adjallé François Kokou	St. Augustin Amoutivé
12	Cloméghah Ignace	M. C. Cathédrale — Lomé
13	Djessou Godfroy	St. Augustin Amoutivé
14	Dégboé Komlan	O. Tsévié
15	de Souza Ernest Fidèle	O. Albert Sarraut
16	Edjé Raphaël	M. C. Tsévié
17	Ehon Vitus	M. C. Togoville
18	Ekon Pierre	O. Gboto Vodougbe
19	Fatozoun Raphaël Kokuvi	O. Agomé-Glozou
20	Fetor Akosiwavi Agnès	O. Mission-Tové
21	Folly Eugène Henri	M. C. Nyékonakpoé
22	Gbégnédji Lucien	O. Nyékonakpoé
23	Gblagodo Paul	St. Augustin Amoutivé
24	Gbago Christian	M. C. Kouma-Bala
25	Houndjé Michel	M. C. Nyékonakpoé
26	Kpoglo Maurice	M. C. Tabligbo
27	Kouandé Adédjoumon	O. Lomé
28	Koughampé Benjamin	St. Augustin Amoutivé
29	Kouké Fidèle	O. Nuatja
30	Kossi Joseph	M. C. Koutoukpa
31	Mensah Ludwig Ayawo	M. C. Cathédrale
32	Nougnanké Joseph	M. C. Aklakou
33	Panizi Gnamessi	M. C. Tsévié

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
34 35	Sodja Gustave Tougnon Komlan Christophe	M. C. Gati M. C. Nyékonakpoè
12° — INSTITUTION SECONDAIRE DE LAMA-KARA		
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56	Améghéamé Agbéko Simon Attlogbé Emmanuel Kodjo Agbalati Yawo Abotsi Eusèbe Adjogblé Komivi Martin Akayi Mathias Agbéko Luc Koffi Adjossi Yéléna Charles Anawi Tomlomoukawa Victor Abaké Konévi Paul Améwokounou Léon Alognédji Adadé François Ekué Asséboni Théophile Bafeyi André Babalé Philomène Akolé Bamazé Michel Bélei Anakori Séraphin Babaka Pierre Lentiga Bignandji Saturnin Abalo Baouna Abalo Bako Bassa Nakpa Thomas Dalia Nicolas Dogba Kossiwi Togbévi Doumassi Mensa Innocent Djewa Valérien Edoh Kodjo Emmanuel Efu Kofi Joseph Ekoué Ayi Angélo Fctor Kossikuma Godonou Komlan Seth Gnansa Womigaba Venance Gnama Honoré Kpatcha Gbégnédji François Ilessoumi Simon Kwami Komi Paul Kédzi Kokotsé Christian Kahoulima Arim Poukoutaty Koffisson Edohi Kouroum Sogoyou Tinglé Kontogéma Komlan Kpankpana Séba Gabriel Lagbé Nyidé Lucas Mensah Paul Mogadzi Kodjo Philippe Motchon Yawovi Michel Moussoukou Pépédi Emmanuel N'Dja Alfa Nyamé Jean Berkanns Titus Ohini Jacob Ohini Kodjo Vitus Okégan Yao Théodore Ouradei Joseph Olympio Félicio Pere Alexis Amouzou Sikou Agba Blaise Takouda Firmin Sya	M. C. Oga M. C. Ezimé M. C. Tsévié M. C. Adéta M. C. Agou M. C. Palimé M. C. Woamé-Togo M. C. Soumdina M. C. Féouda-Saoudé C. Anécho M. C. Afagnan M. C. Nyékonakpoè M. C. Atakpamé M. C. Gléi M. C. Yadé M. C. Tcharé M. C. Tcharé M. C. Siou M. C. Yadé M. C. Yadé M. C. Siou M. C. Noépé M. C. Alokoégbé M. C. Kpimé-Tomégbé M. C. Siou M. C. Atakpamé M. C. Yéviépé O. Bè-Gare M. C. Aképé M. C. Tomégbé M. C. Niamtougou M. C. Yadé O. Nyékonakpoè M. C. Atakpamé M. C. Palimé M. C. Kpimé-Tomégbé M. C. Pessaré — L-Kara O. Séko M. C. Yadé M. C. Niamtougou M. C. Niamtougou M. C. Badou M. C. Adéta M. C. Agou O. Bè-Gare M. C. Kandé M. E. Lama-Kpéta M. C. Anécho M. E. Késibo M. E. Késibo M. C. Palimé M. C. Tchébébé M. C. Nyékonakpoè M. C. Yadé M. C. Dapango M. C. Yadé

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
57	Takouda Bouili	M. E. Piya
58	Toï Emmanuel Edjeré	M. E. Piya
59	Tchalla Pyotéma	O. Kouméa
60	Tchaa Poyodi Robert	M. E. Houdé
61	Tanta Frédéric	M. C. Siou
62	Tchangai Lemdéma	M. C. Yadé
63	Tchoukouli Amité	M. C. Kandé
64	Tena Batako	M. C. Niamtougou
65	Wodih Léonard Komlan	M. C. Agbéluhoé
66	Woamey Jean-Marie	M. C. Agou
67	Yévoudakor Kodjo Emmanuel	M. C. Assahoun

13° — COURS COMPLEMENTAIRE DE BASSARI

1	Abbey Louis Philippe	O. Nyitoé
2	Aholo Pius	O. Danyi-Elavayo
3	Akétayo Inossa	O. Agou-Gare
4	Atitsogbé Kodjovi Ernest	E. Kpélé-Elé
5	Avu Kossi Emmanuel	E. Dogbadzi
6	Avognon Komi Théodore	O. Palimé-Gare
7	Bassabi Kpanté	O. Bassari
8	Bessi Kama Joseph	O. Lama-Kara
9	Bossou André Petit	E. Agou-Nyongbo
10	Dégnikou Yawovi Alphonse	O. Avévé
11	Dossou Dovi	O. Séko
12	Dokoé Kodjo Wilson	E. Kpélé-Elé
13	Essofa Yacoubou	O. Kabou
14	Etsi Komlan Vincent	O. Danyi-Elavagnon
15	Evoda Joseph	E. Kpélé-Elé
16	Evoda Etienne	O. Dayes-N°Digbé
17	Foli Emmanuel Ekoué	O. Nyitoé
18	Hoékpo Patric	E. Dogbadzi
19	Hotodégbé Kwassi Céphas	E. Dogbadzi
20	Kézie Alabani	O. Sokodé
21	Koffi Théophile	O. Kponvié
22	Kouma Michel	C. Adéta
23	Kossi Komi André	C. Agbanon
24	Kplako Samuel	O. Agou-Agbétoko
25	N°Mononko Kpakpa	O. Kabou
26	Noubouéké Alphonse	O. Badougbé
27	Pagnan Napo Pierre	O. Bassari
28	Piou Osséni	O. Aklakou
29	Soglo Eteh	O. Amoussoukopé
30	Tolessi Komlan Sébastien	E. Dogbadzi
31	Tcharie Kpatcha Célestin	C. Sokodé
32	Zékpa Mensah Patrick	O. Agouégan

14° — COURS COMPLEMENTAIRE DE KOUMEA

1	Abalou Malou	M. E. Piya
2	Adam Fousséni	O. Sokodé
3	Afoh Koumana	O. Camboli
4	Akué Pierre	O. Niamtougou
5	Alatakpindi Sébiya	M. E. Farendé
6	Anamig Kodjo	O. Kouméa
7	Anitéou Kassimidé	O. Kouméa
8	Assi Urbaine Magnoussiba	M. E. Piya
9	Atikpé Akpète	O. Kouméa
10	Awadé Toï	M. E. Piya
11	Balouki Dominique	O. Didauré (Sokodé)
12	Bataba Koutakou	O. Sara-Kawa

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
13	Dogo Boudjona Ema	O. Sotouboua
14	Ebézou Kossi Thomas	O. Lama-Kara
15	Gnédou Gnadè	O. Kouméa
16	Issifou Zakari	O. Didauré (Sokodé)
17	Kagnala Komi	O. Didauré
18	Koutchaou Kabou Georges	M. E. Farendé
19	Kadohou Pidié	O. Kouméa
20	Koumanam Badjam	M. E. Landa
21	Kadokala Sidjalim Emmanuel	M. E. Farendé
22	Moussa Rahim	O. Koumondé
23	Matakouna Bambigou	O. Niamtougou
24	N'Datou Bègbem Vincent	O. Kétau
25	Oureya Soulimana	O. Sokodé
26	Pana Yves	O. Kouméa
27	Palanga Comlan Georges	C. Sokodé
28	Raboua Marira	C. Niamtougou
29	Salami Tiramiyou	O. Anfoin
30	Salimkpéta Lanhouya	O. Niamtougou
31	Sinyéli Tchono	O. Kouméa
32	Sougoum Paul	O. Défalé
33	Tagba Bourougou	M. E. Farendé
34	Tchéteké Gnagnakou	O. Kouméa
35	Tchrou Idrissou	O. Koumondé
36	Tchangani N'Djè	C. Sokodé

15° — COURS COMPLEMENTAIRE DE DAPANGO

1	Aféké Mensah Paul	O. Nakitindi-Est
2	Agbomadjigbo Laurent	O. Badou
3	Allado Yawovi	O. Kouvé
4	Ali Kpohou Akossiwa	O. Tsévié
5	Ahonda Robert	O. Djagblé
6	Amagbégnou Kouassi	O. Lom-Nava Atakpamé
7	Aouli Victor	E. Amou-Oblo
8	Bléfou Kouamivi	O. Abobo
9	Dahomey Fonbo Comlan Julien	O. Application
10	Dali Fitiko	O. Bidjenga
11	Djiwonou Komlan Clément	E. Atakpamé
12	Fombo Louis	O. Application
13	Gbadamassi Sitou Ganion	O. Mango
14	Houétognon Kounakou	O. Nuatja
15	Houssou Adjanto	O. Adjido-Anécho
16	Idissa Salifou	O. Mango
17	Javoin Koutado Houngbédji	O. Tohoum
18	Kouami Ignace	O. Kougnohou
19	Kombiéni Oubalaba	O. Mango
20	Kodjo John	O. Badou
21	Koffi Emmanuel Mawulé	O. Mission-Tové
22	Kolani Larzouma	O. Mango
23	Kokou Amouzou	O. Agbandi
24	Kogbé Seth	O. Zolo
25	Lamboni Goumboumpo	O. Korbongou
26	Natchaba Bawa	O. Mango
27	Oussarama N'Djimbé	O. Mango
28	Salami Mamadou	O. Anié
29	Ségbénou Benjamin Koffi	O. Amlamé
30	Sessou Comlan	O. Badja
31	Sévor Amouzouvi Jean	O. Application
32	Tchéou Bonaventure	O. Kévé
33	Tchakala Souleimana	O. Sarraut

N° D'ORDRE	NOM ET PRÉNOMS	ORIGINE
34	Yabouri Konsatidja	O. Nyékonakpoè
35	Zaménou Paul	O. Amlamé
36	Zakari Adjoa	O. Mango

16^e — COURS COMPLEMENTAIRE EVANGELIQUE de JEUNES FILLES de PALIME

1	Adayi Ameyo Marie	C. Klonou
2	Agbéko Vicentia	E. Palimé
3	Agboblé Patience	O. Gadjagan
4	Amoni Débi Irène	O. Glidji
5	Djéha Adzoa Régine	E. Palimé
6	Djondo Berthe	O. Nyitôé
7	Edorh Agnès Alougbavi	O. Glidji
8	Gah Dorothée	O. Gadjagan
9	Gadigbé Ellen Djigbodi Abra	O. Amlamé
10	Hounsiagama Florencia H.	O. Glidji
11	Koffikuma Adzoa Charlotte	O. Tinikopé
12	Kouégan Rosemonde	O. Adjido-Anécho
13	Kugblénu Elisabeth	E. Agou-Nyongbo
14	Osseyi Doh Akouavi Esther	O. Amlamé

Les inscriptions ci-dessus ne seront valables que si le dossier de candidature correspondant est dûment complété selon les instructions de la circulaire n° 6/IA du 6 janvier 1960 envoyée à tous les directeurs des écoles du Territoire.

Textes publiés pour information

Annulation d'examen

Par décision de l'Inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement au Togo :

N° 5/D/IA du :

25 juin 1960. — L'examen de M. Amégée Gérard, né en 1941 à Lomé, coupable de tentative de fraude au cours de l'épreuve de sciences naturelles du BEPC. à la première session de 1960, est annulé.

M. Amégée Gérard n'est pas autorisé à se présenter à la deuxième session de 1960.

L'examen de M. Adiho Justin, né en 1943 à Grand-Popo, coupable d'avoir indiqué son nom de façon apparente sur sa copie de mathématiques à la première session de 1960 du BEPC., est annulé.

M. Adiho Justin est autorisé à se présenter à la deuxième session de 1960.

DIVERS

Franchisements d'échelons

Par arrêté du 25 avril 1960, sont constatés pour compter des dates ci-après indiquées tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté, les franchisements d'échelons suivants dans le corps autonome, substitué à l'ancien corps des officiers ingénieurs des eaux et forêts de la France d'outre-mer.

Au grade d'inspecteur principal 2^e échelon

Dubreuil Jacques, à compter du 1^{er} janvier 1960 Néant.

Par arrêté du 25 avril 1960, sont constatés pour compter des dates ci-après indiquées, tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté, les franchisements d'échelons suivants dans le corps autonome de l'Etat substitué au cadre général des ingénieurs d'agriculture de la France d'outre-mer.

Au 2^e échelon de la 1^{re} classe du grade d'ingénieur.

Rossignol Pierre, du 16 mai 1960 Néant.

Au 4^e échelon de la 2^e classe du grade d'ingénieur.

Vaillant Pierre, du 26 février 1960 Néant.

Par arrêté du 25 avril 1960, sont constatés, pour compter des dates ci-après indiquées tant du point de vue de la solde que de l'ancienneté, les franchisements d'échelons suivants dans le corps autonome substitué au cadre général des vétérinaires inspecteurs du service de l'élevage et des industries animales de la France d'outre-mer.

Pour le 2^e échelon du grade de vétérinaire principal

.....
 Laurent Claude, du 1^{er} janvier 1960 Néant.

Promotion

Par arrêté du Ministre de l'intérieur en date du :

17 mai 1960. — Sont promus au titre du deuxième semestre 1960, les fonctionnaires du corps autonome des chefs de division et attachés de la France d'outre-mer dont les noms suivent :

.....
 1) **Attachés de 3^e classe — 3^e échelon**

Stromboni Ange à compter du 10 juillet 1960,

attachés de 3^e classe — 2^e échelon

Radiation - Réintégration

Par arrêté du Ministre du travail et de la fonction publique du Mali en date du :

25 mai 1960. — Les dispositions de l'arrêté 1060/MTFP/DFP.2 en date du 6 février 1960, sont annulées et remplacées par les dispositions suivantes :

M. Bédou Benoît, chef de bureau de 1^{re} classe 2^e échelon des SAFC (indice local 637 groupe III) en service au Sous-Ordonnement de Dakar, est remis à la disposition de l'administration de son pays d'origine (Togo) pour compter du 1^{er} janvier 1960 et rayé à compter de cette date du contrôle des fonctionnaires du Sénégal.

L'intéressé qui a accompli au Sénégal un séjour ininterrompu de plus de quatre ans en qualité de fonctionnaire expatrié bénéficiera d'une indemnité correspondant à la solde à laquelle il aurait pu prétendre durant les 12 mois de congé administratif acquis au titre de ce séjour conformément aux dispositions de l'arrêté n^o 313/SET du 14 janvier 1952.

Cette indemnité lui sera versée en une seule fois ou mensuellement à terme échu jusqu'à l'expiration de la durée correspondant au congé administratif indiqué au paragraphe ci-dessus.

M. Bédou Benoît bénéficiera du mandatement avant son départ de la deuxième fraction de l'indemnité d'éloignement calculée dans les conditions prévues à l'article 9 de l'ordonnance 59-38/MFPTSS du 8 octobre 1959.

Les feuilles de voyage et réquisition de transport dans le sens Sénégal-Togo seront délivrées au compte du budget local du Sénégal à l'intéressé qui voyage accompagné de son épouse et de ses trois enfants âgés respectivement de 17, 13 et 9 ans.

M. Bédou Benoît sera maintenu en solde d'expectative de réintégration du 1^{er} janvier 1960 jusqu'à la date de son embarquement à destination du Togo qui sera effectué par les soins de la Régulation dans les moindres délais.

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS**CONSERVATION DE LA PROPRIETE FONCIERE****Avis de bornage**

Toutes personnes intéressées sont invitées à y assister ou à s'y faire représenter par un mandataire nanti d'un pouvoir régulier.

Le lundi 25 juillet 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja, quartier Kpota, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 42 as 26 cas, connu sous le nom de Nuatja, quartier Kpota et borné au nord par la voie ferrée, au sud par Codjo Dodzé, à l'est par John Djokpé, Codjo Dodzé et Isaac Tométy et à l'ouest par Atohou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Messa Gayibor, propriétaire, demeurant et domicilié à Nuatja, suivant réquisition du 6 novembre 1959, n^o 3.881.

Le mardi 26 juillet 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akloa, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 2 has 13 as 47 cas, connu sous le nom de Bena et borné au nord par Antoinette Awa, à l'est par Boniface Awa, au sud par Amédiamé Awa, et à l'ouest par route Badou-Tomégbé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface K. Awa, cultivateur, demeurant et domicilié à Akloa-Bena, suivant réquisition du 25 mai 1959, n^o 3.718.

Le mercredi 27 juillet 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kesibo-Litimé, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, planté de cacaoyers, d'une contenance de 129 has 57 as, connu sous le nom de Kesibo-Litimé et borné au nord par le pasteur Daniel Adinyra, au sud par David Kudagbo, à l'est par Tossou Koffidjin, David Kèku et Koulapé Gbedegbé, et à l'ouest par ruisseau Zodzi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Agudetsé Komlan Henri, catéchiste Mission Evangélique, propriétaire, demeurant et domicilié à Kesibo, suivant réquisition du 8 mai 1959, n^o 3.690.

Le vendredi 29 juillet 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 3 has 75 as 54 cas, connu sous le nom de Kpété-Maflo et borné au nord par rivière Magbé, au sud par Koffi Amelovo et Gogwin Kodjo Bra, à l'est par Koffi Kpampakpi et à l'ouest par Koffi Amelovo, dont l'immatriculation a été demandée par M^e Raymond Viale, avocat-défenseur à Lomé, mandataire du sieur Koffi Agomo, planteur à Kpété-Maflo, suivant réquisition du 6 mai 1959, n° 3.687.

Le samedi 30 juillet 1960 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badou-Litimé, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 51 as 20 cas et borné au nord par projet nouveau marché, à l'est par Séverin Okla Gblomaku et Atta William, au sud par rivière Bena et à l'ouest par rivière Koumawoé et Atta William, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Egbloomassé, propriétaire, demeurant et domicilié à Badou, suivant réquisition du 6 août 1959, n° 3.793.

Le lundi 8 août 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adiva-Akposso Sud, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 50 as 02 cas, connu sous le nom de Adiva-Akposso Sud et borné au nord par Emmanuel Douti Mikassa, au sud, à l'est et à l'ouest par req. 3075 à Frico Kouami Dédého, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Germain Afodinou Dédého, propriétaire, demeurant et domicilié à Adiva-Akposso-Sud, suivant réquisition du 3 juin 1959, n° 3.735.

Le mardi 9 août 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Koutoukpa, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers et cacaoyers en pleine production, d'une contenance de 3 has 63 as 58 cas, connu sous le nom de Itémava et borné au nord par Oliley Antoine et la rivière Ouklé à l'est par la rivière Ouklé, au sud par Novidé Timothée et Joseph Koudoglo, et à l'ouest par Joseph Koudoglo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Koudoglo, cultivateur, demeurant et domicilié à Koutoukpa, suivant réquisition du 4 juin 1959, n° 3.737.

Le mercredi 10 août 1960 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Koutoukpa, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant

la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 58 as 98 cas, connu sous le nom de Koutoukpa-Elouza et borné au nord par Karl Ossah et Agboloukoutou Daniel, à l'est par Agboloukoutou Daniel et André Klougbo, au sud et à l'ouest par Karl Ossah et André Klougbo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Koudoglo, propriétaire, cultivateur, demeurant et domicilié à Koutoukpa, suivant réquisition du 4 juin 1959, n° 3.738.

Le mercredi 10 août 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adjahoun-Odessé, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers et palmiers à huile, d'une contenance de 67 as 09 cas, connu sous le nom de Adjahoun-Odessé et borné au nord par Gbedegbenya Ayidjé, à l'est par André Ehouainenou, à l'ouest par Raymond Ozou et au sud par Adjéoda Ayidjé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kpébou Paul, propriétaire, cultivateur, demeurant et domicilié à Adjahoun, suivant réquisition du 1^{er} juin 1959, n° 3.729.

Le jeudi 11 août 1960 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ezimé-(Obétou) circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de caféiers, d'une contenance de 45 as 60 cas, connu sous le nom de Ezimé-Obétou et borné au nord par la rivière Oulé, à l'est par François Agbegnalé, au sud par Wentossi et Agbessénou Charles, à l'ouest par Sodjivie, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kolioussah Lucas, propriétaire, cultivateur, demeurant et domicilié à Woulita-Hohoe, suivant réquisition du 3 juin 1959, n° 3.733.

Le jeudi 11 août 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agadji circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et caféiers, d'une contenance de 3 has 49 as 36 cas, connu sous le nom de Agadji circonscription administrative d'Atakpamé et borné au nord par Nagbé, à l'est par Akakpo Anowo, au sud par Edoh Sébastien et Abalo et à l'ouest par Gbogbotchi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Atanchi Hudiku, propriétaire, planteur, demeurant et domicilié à Agadji, suivant réquisition du 19 mai 1959, n° 3.707.

Le vendredi 12 août 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agadji-Akposso Sud circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et caféiers, d'une contenance de 15 has 17 as 94 cas et borné au nord par Kouami Abalo, au

sud par Gagba Patou, à l'est par la rivière Owua, à l'ouest par Gagba Patou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mathéo Kodomé Djessou, cultivateur, demeurant et domicilié à Kpélé-Elé, suivant réquisition du 30 avril 1959, n° 3.682.

Le lundi 22 août 1960, à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, traversé par des rues en projet, d'une contenance de 60 has 82 as 50 cas, connu sous le nom de Gazépé et borné au nord par la collectivité Adjallé Dadzie, au sud par la collectivité Dadzie, à l'est par le chemin de fer et à l'ouest par route Palimé-Lomé, dont l'immatriculation a été demandée par la collectivité familiale Dadzie représentée par Joseph Eklou Adjallé, administrateur et chef de famille Dadzie, demeurant et domicilié à Lomé quartier Amoutivé, suivant réquisition du 28 janvier 1960, n° 3.955.

Le lundi 25 juillet 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Nuatja circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de culture, d'une contenance de 42 as 26 cas, connu sous le nom de Kpota et borné au nord par la voie ferrée, au sud par Codjo Dodzé, à l'est par John Dzokpé, Codjo Dodzé et Isaac Tomety et à l'ouest par Atohoun, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Messa Gayibor, boutiquier à la U.A.C., demeurant à Nuatja, suivant réquisition du 6 novembre 1959, n° 3.881.

Le mardi 26 juillet 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Akloa circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 2 has 13 as 47 cas, connu sous le nom de Bena et borné au nord par Antoine Awa, à l'est par Boniface Awa, au sud par Amédiame Awa et à l'ouest par route Badou-Tomégbé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Boniface K. Awa, cultivateur, demeurant et domicilié à Akloa, suivant réquisition du 25 mai 1959, n° 3.718.

Le mercredi 27 juillet 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kitsibo circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 129 has 57 as, connu sous le nom de Zodzi et borné au nord par le Titre foncier n° 1616 au nom de pasteur Daniel Adinyra, le ruisseau Tové, au sud par David Kudagba, à l'est par Tossou Koffidjin David Kéku et Koulapé Gbédégbé et à l'ouest par ruisseau Zodzi, dont l'im-

matriculation a été demandée par le sieur Agudétsé Komlan Henri, catéchiste, demeurant et domicilié à Kitsibo, suivant réquisition du 8 mai 1959, n° 3.690.

Le vendredi 29 juillet 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Kpété-Maflo circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 3 has 75 as 54 cas, connu sous le nom de Magbè et borné au nord par rivière Magbè, au sud par Koffi Amelovo et Godwin Kodjo Bra, à l'est par Koffi Kpakpakpi et à l'ouest par Koffi Amelovo, dont l'immatriculation a été demandée par M^e Raymond Viale, avocat-défenseur à Lomé, mandataire du sieur Koffi Agomo, planteur, demeurant et domicilié à Kpété-Maflo, suivant réquisition du 6 mai 1959, n° 3.687.

Le samedi 30 juillet 1960 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Badou-Litimé circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain urbain, en parti bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 51 as 20 cas, connu sous le nom de Badou et borné au nord par projet du marché, à l'est par Sévérin Okla Gblonaku et Atta William, au sud par la rivière Bena et à l'ouest par la rivière Koumawoé et Atta William, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Hermann Eglomassé, propriétaire, demeurant à Badou, suivant réquisition du 6 août 1959, n° 3.793.

Le lundi 8 août 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adiva (Akposso-sud) circonscription administrative d'Akposso, consistant en un terrain urbain, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers, d'une contenance de 50 as 02 cas, connu sous le nom de Benatou (Adiva) et borné au nord par Emmanuel Douti Mikassa, au sud, à l'est et à l'ouest par Rég. n° 3.075 à Frico Kouami Dedého, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Germain Afodinou Dedého, cultivateur, demeurant et domicilié à Adiva, suivant réquisition du 3 juin 1959, n° 3.735.

Le mardi 9 août 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Koutoukpa circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, planté de caféiers et cacaoyers en pleine production, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 has 63 as 58 cas, connu sous le nom de Itémava et borné au nord par Oliley et la rivière Oklé, à l'est par la rivière Oklé, au sud par Novidé Timothée et Joseph Koudoglo et à l'ouest par Joseph Koudoglo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Koudoglo, cultivateur à Koutoukpa, suivant réquisition du 4 juin 1959, n° 3.737.

Le mercredi 10 août 1960 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Koutoukpa-Elouza circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 58 ares 98 cas, connu sous le nom de Elouza et borné au nord par Karl Ossah et Agboloukoutou Daniel, à l'est par Agboloukoutou Daniel et Adré Ilougbo, au sud et à l'ouest par Karl Ossah et Adré Ilougbo, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Joseph Koudoglo, cultivateur, demeurant et domicilié à Koutoukpa, suivant réquisition du 4 juin 1959, n° 3.738.

Le mercredi 10 août 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Adjahoun Odessè, circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, complanté de caféiers et palmiers à huile, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 67 as 09 cas, connu sous le nom de Adjahoun Odessè et borné au nord par Gbédégbenya Ayidjé, à l'est par André Ehouaménou, à l'ouest par Raymond Ozou, et au sud par Adjéoda Ayidjé, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kpébou Paul, cultivateur, demeurant et domicilié à Adjahoun Odessè, suivant réquisition du 1^{er} juin 1960, n° 3.729.

Le jeudi 11 août 1960 à 9 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Ezimé circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, complanté de caféiers, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 1 ha 45 as 60 cas, connu sous le nom de Obétou et borné au nord par la rivière Owlé, à l'est par Agbégnalé François, au sud par Weutossi et Agbessénou Charles et à l'ouest par Sodjivié, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Kolissah Lucas, cultivateur, demeurant et domicilié à Woulita-Hohoé, suivant réquisition du 3 juin 1959, n° 3.733.

Le jeudi 11 août 1960 à 14 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agadji circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, complanté de cacaoyers et caféiers, ayant la forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance de 3 has 49 as 36 cas, connu sous le nom de Ogbavlo et borné au nord par Nagbé, à l'est par Akakpo Anowo, au sud par Edoh Sébastien et Abalo et à l'ouest par Gbogbotchi, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Atanchi Hudiku, planteur, demeurant à Agadji, suivant réquisition du 19 mai 1959, n° 3.707.

Le vendredi 12 août 1960 à 10 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Agadji Akposso circonscription administrative d'Atakpamé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, complanté de cacaoyers et caféiers, d'une contenance de 15 has 17 as 94 cas et borné au nord par Kouami Abalo, au sud

par Gagba Patou, à l'est par la rivière Coura et à l'ouest par Gagba Patou, dont l'immatriculation a été demandée par le sieur Mathéo Kodomé Djessou, cultivateur, demeurant à Kpélé-Elé, suivant réquisition du 30 avril 1959, n° 3.682.

Le conservateur de la propriété foncière,
E. G. Bruce

Le lundi 22 août 1960 à 8 heures, il sera procédé au bornage contradictoire d'un immeuble situé à Lomé-Tokoin circonscription administrative de Lomé, consistant en un terrain rural, non bâti, ayant la forme d'un polygone irrégulier, traversé par des rues en projet, d'une contenance de 60 has 82 as 50 cas et borné au nord par la collectivité Adjallé Dadzie, au sud par la collectivité familiale Dadzie, à l'est par chemin de fer et à l'ouest par route Pali-mé-Lomé, dont l'immatriculation a été demandée par la collectivité familiale Dadzie représentée par le sieur Joseph Eklou Adjallé, administrateur et chef de famille Dadzie à Lomé, suivant réquisition du 28 janvier 1960, n° 3.955.

Etude de Maître Raymond VIALE, Avocat-Défenseur à Lomé

**Vente
sur
Saisie Immobilière**

Il sera procédé le vendredi dix-huit novembre mil neuf cent soixante, à huit heures du matin, en l'audience des saisies immobilières du Tribunal de première instance de Lomé (Togo), séant en ladite ville, palais de justice, à l'adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des

PARCELLES n° 10, 11, 12 et 13

du lotissement de l'immeuble urbain, non bâti, faisant l'objet du Titre foncier n° 2.792 du territoire du Togo, volume XV, folio 68, ayant respectivement une superficie approximative de deux ares quatre-vingt-six centiares (2 as 86 cas), quatre ares cinquante-huit centiares (4 as 58 cas), deux ares quatre-vingt-cinq centiares (2 as 85 cas) et quatre ares cinquante-huit centiares (4 as 58 cas), ledit immeuble sis à Lomé, quartier Nyékonakpoè.

Les parcelles sus-visées ont été saisies à la requête de M. Rudolph Hermann Paass, agent de commerce chez la UAC, à Lomé, y demeurant et domicilié, 23, rue Maréchal Bugeaud, ayant pour avocat-défenseur à Lomé maître Raymond Viale, en l'étude de qui domicile est élu,

sur le sieur Henri Djolévo Kpodonou, demeurant et domicilié à Lomé (Togo),

En vertu :

1) de la grosse duement en forme exécutoire d'un jugement de défaut n° 159 rendu le 20 mai 1960 par le Tribunal de première instance de Lomé, enregistré à Lomé (Togo), le 2 juin 1960, folio 95, numéro 1474, entre M. Rudolph Hermann Paass et le sieur Henri Djolévo Kpodonou, ledit jugement signifié le 28 juin 1960;

2) d'une ordonnance de taxe n° 146 rendue le 24 juin 1960 par M. le président du Tribunal de première instance de Lomé, enregistrée à Lomé (Togo), le 2 juillet 1960, folio 7, numéro 1478, volume 4;

3) d'un pouvoir spécial sous seing privé en date à Lomé du 29 juin 1960, enregistré à Lomé (Togo), le 1^{er} juillet 1960, folio 107, numéro 1069;

4) d'une ordonnance mise à pied de requête rendue le 29 juin 1960 par M. le président du Tribunal de première instance de Lomé, désignant les parcelles sus-mentionnées pour être saisies à la requête de M. Rudolph Hermann Paass, en exécution du jugement n° 159 susvisé du 20 mai 1960, ladite ordonnance enregistrée à Lomé (Togo), le 2 juillet 1960, folio 7, numéro 1479, volume 4;

5) d'un commandement valant saisie réelle en date du 30 juin 1960, visé le même jour par M. l'adjoint au maire de la commune de Lomé, et le 30 juin 1960 par M. le conservateur de la propriété foncière à Lomé, pour transcription, enregistré à Lomé (Togo), folio 13, numéro 493, le 30 juin 1960;

L'adjudication successive de chacune des parcelles sus-désignées aura lieu sur les mises à prix suivantes, fixées par le créancier poursuivant :

1) parcelle n° 10 (286 m²), trentre mille francs (frs 30.000),

2) parcelle n° 11 (458 m²), quarante-cinq mille francs (frs 45.000),

3) parcelle n° 12 (285 m²), trente mille francs (frs 30.000),

4) parcelle n° 13 (458 m²), quarante-cinq mille francs (frs 45.000).

Ne seront admises aux enchères que les personnes munies de l'autorisation prévue par la loi.

Fait et rédigé par l'avocat-défenseur soussigné,

R. VIALE.

Pour tous renseignements, s'adresser à Maître Raymond VIALE, Avocat-Défenseur à Lomé, 64, Avenue des Alliés, et au Greffe du Tribunal de Première Instance de Lomé, où le cahier des charges a été déposé.

ENTREPRISE TOGOLAISE DE CONSTRUCTIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES (E. N. T. O. C. O.)

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de première instance de Lomé, M. d'Almeida Cosme Michel agissant en qualité de directeur gérant a requis l'immatriculation au registre de commerce de l'entreprise togolaise de constructions techniques et économiques (E.N.T.O.C.O.) —

Cette entreprise a été immatriculée le 13 juillet 1960 sous le numéro chronologique 506 et au registre analytique sous n° 90 —

Pour insertion et avis :
Le Greffier en Chef,
F. AKIBODE

SCOTCH — BAR

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de Lomé, M. Bordeaux Jack William a requis l'immatriculation au registre de commerce du Bar Dancing dénommé « Scotch Bar ».

Inscription faite le 11 juillet 1960 sous le numéro chronologique 505 et sur le registre analytique Livre III n° 89.

Pour mention et avis
Le Greffier en Chef,
F. AKIBODE

LA SOCIETE "DE LONG CORPORATION"

Par déclaration déposée au greffe du tribunal de Lomé, M. Carpentier Jean Paul demeurant à Kpémé (Togo) agissant en qualité de représentant a requis l'immatriculation au registre de commerce de la société « De Long Corporation ».

Cette société a été immatriculée le 6 juillet 1960 sur numéro chronologique 503; numéro analytique Livre IV — n° 111. —

Pour insertion et avis :
Le Greffier en Chef,
F. AKIBODE

AVIS DE PERTE

Conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, avis est donné au public de la perte du titre foncier n° 1724 du territoire du Togo, appartenant au sieur Simon S. Newlands, employé de commerce à Kéta.

Pour première insertion

ADJONCTION DE NOM

Par jugement du tribunal du 1^o degré d'Atakpamé en date du 16 mai 1960, le nommé Sayi Gilbert s'appellera désormais Akpovy Sayi Gilbert (Déclaration n° 3/CAA du 16 mai 1960).